

*ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN ÉTAT DE CRISE*

Travail présenté à  
M. Gilles BRETON

Dans le cadre du cours  
Mémoire  
API 6999 T

Par  
Jean-Philippe Samson  
5341579

Université d'Ottawa  
Faculté des études supérieures et postdoctorales  
École supérieure d'affaires publiques et internationales  
9 janvier 2013



## **Sommaire exécutif**

La crise économique qui sévit actuellement est l'événement récent le plus marquant de l'histoire économique. Cette crise structurelle rompt avec la continuité idéologique des deux à trois dernières décennies.

La complexité de la présente crise soulève plusieurs questions sur ses causes profondes et ses solutions apportées jusqu'ici. Toute tentative visant à comprendre ses causes, cependant, nécessite une compréhension approfondie des changements survenus entre les rapports étatiques et économiques depuis la Deuxième Guerre mondiale. Et, toutes solutions apportées doivent s'inscrire dans cette logique.

Cet essai se penche sur la crise actuelle à travers un regard historique du capitalisme afin de démontrer que cette rupture économique n'est pas conjoncturelle, mais structurelle. Cette lecture permet ainsi d'illustrer que l'évolution des rapports entre l'économique et le politique à long terme y a fondamentalement contribué. Les solutions à cette crise doivent alors s'insérer dans cette logique holistique contrairement à une approche jusqu'à présent, symptomatique.

Sans une compréhension approfondie des rapports historiques entre l'économique et le politique, il y a peu d'espoir de voir émerger un régime basé sur de nouveaux principes.



## TABLE DES MATIÈRES

<b>Sommaire exécutif</b> .....	<b>iii</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>Évolutions des rapports entre l'économique et le politique</b> .....	<b>3</b>
Régimes du capitalisme.....	3
Les Trente Glorieuses, 1945-1973.....	5
La grande entreprise industrielle.....	11
La construction d'un système international.....	15
La crise de l'État de providence (1973-2008).....	18
La financiarisation de l'économie.....	26
<b>Crise de 2008</b> .....	<b>38</b>
<b>L'Arbitrage</b> .....	<b>45</b>
Les dérives des extrêmes.....	45
La solution : la régulation du marché financier?.....	50
<b>Conclusion</b> .....	<b>54</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>56</b>
<b>Annexe A</b> .....	<b>63</b>
<b>Annexe B</b> .....	<b>64</b>
<b>Annexe C</b> .....	<b>65</b>
<b>Annexe D</b> .....	<b>66</b>



## **Introduction**

La domination mondiale de l'économie du marché telle que vécue depuis les dernières décennies vient de subir son plus grand choc financier depuis le krach de 1929. Le système économique mondial actuel s'est effondré à une vitesse jamais subie auparavant; un raz-de-marée économique affectant toutes les économies nationales. Ce séisme déclenché par la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 et tous les aboutissements qui s'en sont suivis imposent alors une profonde réflexion sur la compréhension d'un régime économique qui a failli. L'héritage que nous ont légué les Thatcher, Reagan et Koizumi de ce monde doit possiblement être revu et repensé si nous voulons éviter de nouvelles catastrophes financières, économiques et sociales. Cette rupture a illustré remarquablement les dérives d'un système où l'économie et les principes du marché se sont affranchis de la saine tension qui existe avec le politique et les valeurs citoyennes. L'incapacité du politique à défendre les valeurs citoyennes contre le marché a fait radicalement défaut. Le mouvement de financiarisation dans l'ensemble de l'économie, incluant les rapports existants entre les acteurs du marché et l'État, est au cœur du problème.

À ce titre, cet essai propose une lecture différente de la crise économique à travers un regard historique des rapports existants entre l'économie et le politique. L'objet de cet essai est alors de démontrer que l'évolution de ces rapports a poussé le système économique à la dérive actuelle. Aussi, cet essai mettra brièvement en lumière que les solutions à cette crise doivent s'inscrire dans cette logique sans quoi d'autres crises semblables se répéteront dans un proche futur.

Le premier chapitre décrit ainsi l'évolution des rapports entre l'économie et le politique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale à travers deux régimes

économiques. Ce chapitre tente d'illustrer globalement le cheminement des rapports vers la crise. Le deuxième chapitre porte sur la crise économique actuelle. L'objet de celui-ci est de montrer que la crise est structurelle et donc, rompt avec la continuité idéologique. Le dernier chapitre s'attarde sur l'arbitrage nécessaire qui doit se faire entre l'économique et le politique, et met en garde toutes solutions qui ne s'inscriraient pas dans cette logique. Cet essai permettra alors d'approfondir la connaissance sur cette crise et d'établir les bases nécessaires afin de concevoir des propositions de solutions vers une nouvelle conciliation entre l'économique et le politique.

## **Évolutions des rapports entre l'économique et le politique**

Cette section reprend la notion de la dichotomie présente entre le politique et l'économique tout en faisant le constat que les temps modernes de la mondialisation ont transformé radicalement le contrat social résultant, d'une part, de l'ascendance du marché financier, et d'autre part, d'une transformation des différents rôles des acteurs sociaux, tels l'État, l'entreprise et le travailleur/consommateur.

### Régimes du capitalisme

Le rôle de l'État dans l'économie a changé énormément depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, d'où l'idée de régimes du capitalisme. Cette idée de régimes est le résultat du changement dans l'équilibre qui existe entre, d'une part, le politique et les valeurs citoyennes, et, d'autre part, le marché économique et le bien privé à travers les différentes époques. Ce dilemme n'est pas nouveau en soi. Le père de l'économie, Adam Smith, ainsi que de nombreux économistes, philosophes et sociologues y se sont intéressés. Ces changements historiques dans cet équilibre ont souvent été le résultat de crises sociales majeures qui donnaient naissance et voix à de nouvelles théories et à de nouveaux créateurs d'idées. Il est ainsi raisonnable de penser que nous sommes présentement dans une phase de transition vers un nouveau point d'équilibre suite à la présente crise. Mais avant de s'attarder à prédire les nouveaux rôles de l'État et des acteurs économiques dans la société, essayons de décrire les derniers changements survenus afin d'illustrer comment la conception du rôle public de l'État s'est orienté vers de nouveaux dessins s'articulant autour de la liberté individuelle et négative contrairement à une conception positive et collective de la liberté.

Un indicateur révélateur illustrant les changements de régime survenus au courant du dernier siècle est celui des dépenses gouvernementales. L'annexe A démontre deux tendances lourdes. Premièrement, durant le début du 20<sup>ème</sup> siècle, et particulièrement après la Deuxième Guerre mondiale, le rôle de l'État dans l'économie a rapidement crû. Ces dépenses sont conséquences de la provision des biens et services pour la collectivité, tels les pensions de sécurité, les services de santé, l'assistance juridique, le soutien financier à la famille et à l'éducation, et l'assistance emploi. Dans plusieurs pays, l'État remplaçait le rôle existant des marchés afin de promouvoir l'intérêt collectif et l'espace public. Entre les années 40 et 70, l'État est ainsi devenu une grande entreprise d'assurance sociale, d'où l'accroissement de ses dépenses tel qu'illustré. Ce système se finançait via un système de taxation progressif où toute la société contribuait dans le but d'améliorer le sort cette dite société. Ainsi, les gouvernements occupaient une place centrale dans la société, assurant à la fois les besoins sociaux et la prospérité économique. En d'autres mots, l'État avait instauré un contrat social au nom de la justice sociale.

Or, c'est à partir du milieu des années 70 qu'il y a eu des changements dans le rôle de l'État, et ce, même si les dépenses gouvernementales n'ont cessé de croître jusqu'au milieu des années 90. Toutefois, comme l'illustre l'annexe A, cet accroissement moyen a été marginalement négatif, avant de décroître par après. C'est ainsi que, sous la pression d'un ensemble de facteurs, le rôle et la conception de l'État dans la société économique ont radicalement changé. Nous pouvons ainsi parler d'un changement de régime. En bref, l'économie a connu deux régimes de capitalisme durant les dernières décennies, soit un régime économique basé sur les principes

keynésiens et un autre, celui-ci, basé sur les principes néolibéraux ou conservateurs. Nous allons nous attarder plus profondément sur les conséquences de ces phases et les conséquences sur la gouvernance de l'économie globale.

### Les Trente Glorieuses, 1945-73

La fin de la Deuxième Guerre mondiale et la reconstruction qui s'en suit provoquent une ère de croissance économique, dénommée « les Trente Glorieuses ». Cette période de profonds changements sociaux voit la construction d'un nouveau rôle de l'État dans la société et l'émergence de la grande entreprise multinationale. Les changements économiques se font ainsi à deux niveaux. Premièrement, à l'intérieur des pays, nous observons la naissance de l'État-providence; la réponse du capitalisme face à la crise économique de 1929. Les idées de Keynes formulées dans les années 30 font la promotion d'un État interventionniste capable de subvenir au besoin de la population. Ces idées ont maintenant la faveur des dirigeants de plusieurs pays capitalistes au sortir de la guerre. La pensée keynésienne s'impose comme une alternative économique permettant une réforme du système économique sans renoncer totalement aux mécanismes des lois du marché. Et deuxièmement, d'autres changements s'opèrent au niveau des relations entre les pays, avec l'expansion du commercial international, le rôle grandissant des firmes multinationales et la construction d'un système économique international.

Les deux dernières Grandes Guerres expliquent en majeure partie le mouvement continu d'expansion du rôle de l'État et la synergie entre le collectif et le privé. Afin de financer les diverses mesures de guerre, la plupart des États instaurèrent différents

mécanismes de taxation. Si bien qu'après les guerres, les gouvernements avaient des processus de taxation bien établis. L'opinion de la population était aussi favorable à un plus grand rôle de celui-ci dans l'économie en raison, entre autres, du succès des nouvelles théories interventionnistes dans l'économie et du sentiment de confiance face aux dernières incertitudes.

«[...]the increase in tax levels can be explained by *demands* for higher public spending, coming from a part of the population that had acquired more political power, and by a higher supply of tax revenue due to technological and administrative developments in taxation and to structural changes in the economies. »<sup>1</sup>

De nouveaux programmes sociaux firent leur apparition afin de supporter avant tout les vétérans. Ceux-ci se sont prolongés vers une construction d'un système de garanties collectives liant l'État à ses membres. Les nouvelles dépenses publiques et le niveau croissant de taxation étaient justifiés afin de fournir une protection contre les risques systémiques et les défaillances de l'économie. Tous les intervenants de la société avaient d'une certaine façon consentie aux règles non-écrites d'un contrat social permettant un certain nationalisme économique. Reich y parle de l'âge pas tout à d'or<sup>2</sup> où l'Amérique a trouvé un compromis remarquable entre le capitalisme et la démocratie. En effet, dans la population générale, il y avait une croyance qu'une distribution modérée de la richesse et qu'une plus grande équité des revenus entre les pauvres et les riches était bénéfique pour l'ensemble de la population. Et comme Condorcet l'observait si intelligemment : « [i]t will always be cheaper for the Treasury to

---

<sup>1</sup>V. Tanzi, *Government versus Markets: The changing economic role of the State*, p.94.

<sup>2</sup>R. Reich, *Supercapitalisme*, p.13.

put the poor in a position to buy corn, than to bring price of corn down to within the reach of the poor. »<sup>3</sup>.

Les entreprises étaient devenues des championnes nationales, à la fois des entrepreneurs et des hommes d'État. Le bénéfice privé était réparti de façon égale entre les consommateurs et les travailleurs.

«[...]les dirigeants des plus grandes entreprises américaines allaient effectivement se considérer eux-mêmes comme des « grands patrons-hommes d'État », à qui incombait la responsabilité de trouver le juste équilibre entre les exigences des actionnaires, des salariés et du public américain. »<sup>4</sup>

Les objectifs privés des grandes entreprises s'alignaient aussi dans la même direction que celle des gouvernements. Les salaires et les avantages sociaux augmentaient de façon continue, alors que les salariés continuaient d'acheter de nombreux biens et services. Il y avait en effet un certain consensus dans cette économie planifiée comme le disait Frank Abrams, président de la Standard Oil of New Jersey, en 1951 :

«La tâche des dirigeants est de maintenir un équilibre équitable et fonctionnel entre les exigences des divers groupes d'intérêt affectés directement [...] les actionnaires, les salariés, les clients, et le grand public. Les chefs d'entreprise conquièrent leur prestige en partie parce qu'ils voient dans leur travail les responsabilités [envers le public] que les autres professions reconnaissent depuis longtemps dans l'exercice des leurs »<sup>5</sup>

L'État, quant à lui, s'assurait de veiller à ce que la société en général bénéficie d'une certaine sécurité et stabilité, bref d'une paix sociale. Les gouvernements n'hésitaient pas à mettre en place de nouvelles mesures législatives pour défendre les communautés locales et à imposer de nouvelles mesures fiscales afin d'assurer une meilleure distribution des revenus. Cette synergie entre les trois acteurs sociaux, l'entreprise, la société et l'État reposait essentiellement sur une relation implicite de

---

<sup>3</sup>E. Rothschild, *Economic Sentiments : Adam Smith, Condorcet and the Enlightenment*, p.78.

<sup>4</sup>R. Reich, *Supercapitalisme*, p.25.

<sup>5</sup>Citation tirée de R. Reich, *Supercapitalisme*, p.44.

confiance et de mutualité entre ces mêmes acteurs, mais aussi entre l'économie du passé, du présent et du futur. Car en effet, l'idée de taxation repose essentiellement sur le concept que les revenus du passé financent les bénéficiaires du temps présent et futur.

Ce contexte socio-économique fragile était toutefois uniquement possible car la rente économique de tirer des profits du système politique était moindre qu'aujourd'hui. Ceci pouvait s'expliquer par nombre de facteurs dont le très peu de compétition entre les entreprises et entre les systèmes fiscaux des pays, le début du commerce international à grande échelle et de la firme multinationale, et les perspectives limitées de la mobilité du capital et de la main-d'œuvre en raison du climat géopolitique et de la présence démographique encore nombreuse dans les régions rurales.

«The political climate had been changed by the increasing popularity of the *Keynesian revolution* and by calls advocating a mixed economy. Economists and politicians became convinced that governments could improve people's live through public programs and higher public spending. Public spending became popular and politically attractive to politicians, who could win elections by proposing new government programs. »<sup>6</sup>

Cette nouvelle ère marque un renouveau de la confiance citoyenne envers les institutions démocratiques et le marché économique. Ce sont des années où il y a une volonté politique et sociale de parvenir à une plus grande égalité dans l'ensemble de la collectivité.

«Once again the feel of a *new era* is in the air. Confidence is high, optimism almost universal, worry largely absent. War is receding as a threat. Peace is a growing prospect. Jobs are quite plentiful. Pay never was so good. The promise is that taxes will be cut. Everywhere things are in a rising trend. »<sup>7</sup>

---

<sup>6</sup>V. Tanzi, *Government versus Markets: The changing economic role of the State*, p.97.

<sup>7</sup>U.S. News and World Report, *Is New Era Really Here?*, May 20, 1955, p.21.

Nous sommes dans un régime où les marchés économiques fonctionnaient comme l'avait prévu son fondateur, c'est-à-dire qu'il y avait un certain consensus politique sur le fait que, dans un marché libre de toutes contraintes, les bénéfices privés ne correspondent pas nécessairement aux bénéfices collectifs, d'où cette nécessité d'imposer des contraintes et des limites. L'État s'assurait ainsi d'imposer à l'économie des valeurs citoyennes et des droits collectifs à l'économie. Plus que n'importe qui d'autres, c'est John Maynard Keynes qui a fait avancer le plus ce postulat dans la construction de ce régime, c'est-à-dire de faire la promotion du rôle légitime des gouvernements dans l'économie.

C'est dans le milieu de la Grande Dépression que celui-ci publie son œuvre principale, la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, qui menait à une révolution de notre compréhension de l'économie. Contrairement aux économistes classiques de cette époque qui croyaient que l'économie était capable de se réguler par elle-même et donc, de revenir à un équilibre d'avant-crise à long terme résultant, entre autres, d'une contraction nécessaire dans le cycle de l'économie expliquée par la diminution progressive des salaires et de l'augmentation du taux de chômage, Keynes proposa une approche entièrement différente. Selon lui, le niveau d'emploi est déterminé par la demande agrégée suivant l'intuition suivante : si les salaires sont réduits et les travailleurs sans emploi, ceux-ci consommeront moins et, par conséquent, la demande en biens et services chutera, et ainsi de suite, comme un cercle vicieux, pour les deux autres marchés globaux, celui de la finance et du travail. Une fois cette prescription adoptée par les différents gouvernements, la crise de 1929 et les différents problèmes par rapport au niveau d'emploi furent résolus. Les principes de Keynes

eurent de conséquences fondamentales et immédiates quant à la définition du rôle de l'État dans l'économie, si bien, par exemple, que les États-Unis adoptèrent en 1946 le *Employment Act* qui faisait du maintien du plein emploi une responsabilité fédérale. Son postulat était beaucoup plus ambitieux que les économistes classiques en doutaient.

«Keynes realized: in a collapse like the Great Depression, the *animal spirits* of capitalism, the *spontaneous urge to action rather than inaction* would wither away, he thought, even when there were profits to be made. Keynes recognized that economic decision making isn't merely a rational mathematical calculus; it is impulsive and conditioned by events, uncertain and contingent. *If the animal spirits are dimmed and the spontaneous optimism falters* he observed, *leaving us to depend on nothing but a mathematical expectations, enterprise will fade and die*. It didn't matter whether the underlying fundamentals justified a return to prosperity; absent the return of the animal spirits, the economy would sink into a permanent state of torpor. »<sup>8</sup>

En d'autres mots plus simples, le postulat de Keynes dit la chose suivante : le gouvernement a l'obligation de s'ingérer dans le milieu économique afin de renverser tous problèmes à court terme et d'éviter la perpétuation des problèmes à long terme. Bien entendu, ce postulat ira au-delà du marché des biens et services. Effectivement, il sera repris quant au rôle de l'État dans le marché financier, via principalement des politiques monétaires et fiscales, et dans le marché du travail, via, par exemple, la réglementation sur les normes du travail. D'ailleurs, Akerlof et Shiller font du postulat de Keynes une très belle analogie dans leur préface.

«His view [Keynes] of the government's role in the economy was very much like what we are told in the parenting advice books. On the one hand, they warn us not to be too authoritarian. The children will be superficially obedient, but when they become teenagers they will rebel. On the other hand, these books tell us not to be too permissive. In this case they have not been taught to set proper limits for themselves. The advice books then tell us that appropriate child rearing involves a middle road between these two extremes. The proper role of the parent is to set the

---

<sup>8</sup>N. Roubini et S. Mihn, *Crisis economic*, p.48.

limits so that the child does not overindulge her animal spirits. But those limits should also allow the child the independence to learn and to be creative. The role of the parent is to create a *happy home*, which gives the child freedom but also protects him from his animal spirits. »<sup>9</sup>

Cette *maison de bonheur* décrit exactement la position de Keynes par rapport au rôle du gouvernement dans l'économie. Celle-ci, comme nous avons dit, sera adoptée et acceptée universellement durant les Trente Glorieuses par nos gouvernants. Cette nouvelle culture économique aura des impacts profonds sur le rôle de l'entreprise et du secteur financier. Nous assisterons alors à deux phénomènes interreliés; la montée en puissance de la grande entreprise industrielle et la création d'un système financier contrôlé, celui de Bretton Woods.

### La grande entreprise industrielle

La montée de la grande entreprise industrielle débute avec la seconde vague de la révolution industrielle, et ce particulièrement aux États-Unis. Ces nouvelles entreprises développent alors de nouveaux processus de fabrication, de nouvelles technologies et de nouveaux produits innovateurs qui permettent à l'ensemble de la société de faire des gains immenses en termes de productivité et de création de richesses. Toutefois, ces grandes entreprises n'étaient pas si *grandes* du point de vue démocratique en raison des piètres conditions de travail et de leur statut quasi-monopolistique. Certes, le succès de ces grandes entreprises, telles Ford Motor, General Electric, Coca-Cola et voire, au Canada, le Canadien Pacifique, bouleversa les normes sociales et contribuera certainement à une certaine émancipation des valeurs citoyennes. Cependant, ce sont à l'époque les diverses guerres anticoncurrentielles sur

---

<sup>9</sup>G.A. Akerlof et R.B. Shiller, *Animal Spirits*, p.xi.

les prix et l'exploitation inefficace des ressources qui conscientisèrent le politique à agir comme par exemple, la création des Sept Sœurs du pétrole. Sans vouloir briser leurs positions quasi-monopolistiques, les États commencèrent à mettre en place des normes et de réglementation dans plusieurs secteurs d'activité ce qui, selon Reich, aurait conduit à un métissage unique de capitalisme et de démocratie.

«Des organismes de tutelle indépendantes, sous l'égide de commissaires nommés par les gouverneurs ou les présidents, auraient fixé les prix et limité le nombre de concurrents. Ils auraient ainsi assuré un flux régulier de bénéfices aux entreprises et la stabilité des prix aux clients. Les commissaires devaient également élaborer une sorte de cahier des charges pour chaque secteur d'activité [...] et, d'une manière générale, définir l'intérêt général auquel les entreprises devaient se conformer. »<sup>10</sup>

Or, cette certaine planification de l'économie par les gouvernements a forcé la distribution du pouvoir entre le dirigeant de l'entreprise, le consommateur et le travailleur. C'est d'ailleurs dans cette idée que l'appellation de grande entreprise industrielle pendant les Trente Glorieuses en est résultante. En fait, selon Yvan Allaire et Miheala Firsirotu, c'est dans leur mode de fonctionnement que les grandes entreprises, ce qu'ils appellent «le modèle de loyauté mutuelle et de parties prenantes »<sup>11</sup> qu'un certain contrat social s'est formé à cette époque.

Ce modèle implique alors une responsabilité partagée dans la provision du bien collectif. L'entreprise offre à ses employés une grande sécurité d'emploi via une socialisation de ses valeurs et continue d'investir dans ceux-ci afin d'améliorer leur bien-être par diverses promotions au sein même de cette entreprise jusqu'à la retraite. Les dirigeants de ces entreprises jouent ainsi un rôle d'hommes d'État, engagés à trouver un juste équilibre entre ses propres revendications ou bénéfices privés, celui

---

<sup>10</sup>R. Reich, *Supercapitalisme*, p.21.

<sup>11</sup>Y. Allaire et M. Firsirotu, *Plaidoyer pour un nouveau capitalisme*, p.48.

des employés et celles des valeurs citoyennes. Ceux-ci misent alors sur une relation durable et loyale entre ces différents intervenants, consciencieux de la valeur présente des actifs tangibles et non-tangibles qu'elle confère à son entreprise. À cette époque, les dirigeants portent un discours social qui leur permet de jouir d'une grande crédibilité et légitimité au sein de leur communauté sociale. D'ailleurs, ce système permettait une relative paix sociale.

«Le système de valeurs et toute la culture de l'organisation sont alors profondément influencés par cette contingence fondamentale qu'est la nécessité collective de faire face aux sources de vulnérabilité qui pèsent sur le destin de l'organisation [l'entreprise]. Lorsque cette vulnérabilité provient du marché, de la concurrence et des clients, tout le personnel est facilement mobilisé pour mieux servir le client et mieux répondre aux attentes du marché. »<sup>12</sup>

En échange des efforts des dirigeants, les employés s'engageaient à leur tour envers l'entreprise. Il y avait une croyance à l'époque que le destin des employés était étroitement lié aux succès ou aux déboires de l'entreprise, si bien que le personnel travaillait tous dans la même direction, à l'enrichissement privé de l'entreprise afin d'agrandir la richesse collective. Ce sentiment de motivation collective servait grandement l'entreprise privée, mais contribuait davantage à la stabilité du contrat social, car les comportements risqués et opportunistes n'étaient pas source de mérite et de profit. Le mouvement de syndicalisation du personnel dans les années 50 et 60 ne contribua pas à davantage d'agitation sociale. Malgré quelques craintes prononcées par les dirigeants, ce mouvement et les diverses négociations entre syndicats et dirigeants se soldèrent pour la plupart à un équilibre durable. Et pour cause, la production de masse de cette époque contribuait grandement à la vive croissance économique de l'époque et donc, à l'augmentation des revenus disponibles. Les

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, p.50.

employés qui étaient aussi des consommateurs de masse étaient aussi loyaux quant à l'achat des produits offerts par la grande entreprise. Il faut toutefois nuancer en faisant ce dernier postulat, c'est-à-dire que l'offre de produits était relativement limitée par rapport à celle d'aujourd'hui en raison des facteurs macroéconomiques expliqués précédemment. Par conséquent, grâce aux économies d'échelles réalisées, les salaires des employés et les avantages sociaux augmentaient sans grande perturbation. Les dirigeants réalisaient à l'époque que l'augmentation des salaires aux employés allait leur revenir d'une façon et d'une autre via la consommation de masse de l'époque. Il s'agissait d'un cercle économique harmonieux, où chacun des acteurs tiraient profit de façon relativement égale des nouveaux revenus créés.

Dans le contexte keynésien où l'impasse et les solutions de long terme n'étaient pas primées, les syndicats et les chefs d'entreprise contribuaient à s'assurer communément de la conformité et de la stabilité du contrat social. Cette fidélité entre le principal et l'agent fut grandement bénéfique à l'éclosion de la classe moyenne et à l'ensemble de la démocratie. La rémunération des dirigeants était relativement stable et équitable, et dépendait faiblement de la performance économique de l'entreprise. Ce système permettait aux dirigeants de mieux s'armer contre la volonté à tout prix de dégager d'énormes profits au détriment des intérêts du personnel, des consommateurs et de la société en générale, d'où l'appellation du modèle de fonctionnement de loyauté mutuelle et de parties prenantes. La responsabilité de ces chefs d'entreprise était de se conduire en hommes d'État, ayant la responsabilité de défendre les valeurs citoyennes via une gestion saine afin d'atteindre un équilibre socialement responsable entre les parties prenantes. Le marché financier exerçait encore peu d'influence sur la

dynamique des relations entre celles-ci. En bref, l'entreprise est au cœur de la société, et tous s'accordent à lui conférer un rôle prédominant dans la provision des biens et services publics.

### La construction d'un système international

Avec les répercussions de 1929 et de l'importance grandissante du commerce international, Keynes comprit qu'il était aussi primordial de bâtir un système international permettant aux différents gouvernements d'agir en cas d'urgence sur la scène domestique et internationale. C'est ainsi que, suivant son postulat, différents pays se rencontrèrent afin d'établir les balises d'un système financier international, connu sous le nom des accords de Bretton Woods. Certes, la reconstruction et le développement économique des pays affectés par la dernière guerre étaient au cœur des discussions, toutefois l'objectif principal était de bâtir une architecture internationale permettant d'éviter les manipulations financières compétitives et autres pratiques malsaines comme celles que les pays ont pratiquées durant le début de la crise de 29. De cet accord, deux nouvelles institutions internationales furent créées, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) dont leurs responsabilités initiales différaient énormément. D'une part, la Banque mondiale avait comme responsabilité la reconstruction et le développement, alors que, d'autre part, une mission plus délicate avait été attribuée au FMI, soit la stabilité économique mondiale. Le FMI répondait en effet à la prémisse que le marché économique ne fonctionnait pas toujours correctement et qu'il pouvait créer des crises qui nécessiteraient des fonds de redressement.

Ce système permettait alors de surveiller et de contrôler les différents risques économiques. Les tensions commerciales et financières de la Grande Dépression appelaient à une nécessaire régulation et collaboration entre les États afin de proscrire les comportements inacceptables. Les différents ministères des Finances et les banques centrales des États exercèrent alors un contrôle sévère sur le système monétaire international et la gestion de crises financières et économiques. Des fonds étaient disponibles afin d'aider les pays connaissant des difficultés financières pour limiter la propagation mondiale de la crise. Cet ordre économique international s'est bâti autour de la gestion des risques des différents facteurs macroéconomiques : le déficit budgétaire, la politique monétaire, l'inflation, le commerce international et le marché financier. Le but était simple, faire un système économique international limitant la prise de risques et corrigeant toutes situations pouvant créer des difficultés tout en trouvant un compromis entre la stabilité internationale et la flexibilité de gérer son économie domestique. De nouveaux moyens et traités furent rapidement adoptés telle le *General Agreement on Tariffs and Trade*, connu sous l'appellation du GATT, qui s'assurait de l'ouverture du commerce international, et les accords de Bâle qui œuvraient à l'harmonisation et l'amélioration de la réglementation bancaire afin de baliser le comportement des différents acteurs du système bancaire. Le régime de Bretton Woods limitait ainsi l'hyper-globalisation des biens et des services, et des produits financiers. Ce nouvel ordre international permettait de limiter le laissez-faire économique afin d'imposer aux marchés une stabilité sociale, une prospérité économique et des valeurs démocratiques.

«It [le régime de Bretton Woods] mixed probusiness policies with substantial government involvement in the economy, an extensive social safety net, and

politically powerful labor movements. The result was a blend of active markets and aggressive governments, big business and organized labor, conservatives and socialists. This order oversaw the most rapid rates of economic growth and most enduring economic stability in modern history »<sup>13</sup>

Le système encourageait un dynamisme et une intégration économique. Les biens et services étaient échangés de façon moins contraignante ce qui a permis la relance des économies de l'Europe de l'Ouest et du Japon, par exemple. Les exportations de biens et de technologies ainsi que les flux d'investissements internationaux contribuaient largement à la croissance économique des pays. Toutefois, ceux-ci étaient combinés à un certain compromis, celui-ci représenté par le rôle prédominant de l'État dans la gestion économique.

«A delicate compromise animated the new regime: allow enough international discipline and progress toward trade liberalization to ensure vibrant world commerce, but give plenty of space for governments to respond to social and economic needs at home»<sup>14</sup>

Par conséquent, certains secteurs, tels l'agriculture et les industries naissantes par exemple, étaient protégés de la concurrence internationale afin d'assurer la primauté des institutions domestiques, les préférences et les valeurs citoyennes.

Paradoxalement, la construction de ce système montra vite ces faiblesses. Dominé par les grands pays victorieux de la Seconde Guerre mondiale, ceci a grandement contribué, entre autres, aux grandes entreprises américaines de bénéficier de l'ouverture du marché. La libéralisation du marché des biens et services et du marché financier semblaient, à première vue, une solution gagnante à la stabilité financière. Toutefois, la dynamique de ces institutions semblait oublier les principes fondateurs de leur existence. Si bien, qu'au début des années 70, les nouvelles

---

<sup>13</sup>J.A. Frieden, *Global Capitalism*, p.300.

<sup>14</sup>D. Rodrik, *The Globalization Paradox*, p.69.

politiques suggérées bénéficiaient davantage aux intérêts privés et étrangers que les valeurs communes globales.

«Les idées et intentions qui ont présidé à la création des institutions économiques internationales étaient bonnes, mais, au fil des ans, elles ont peu à peu évolué et se sont totalement transformées. L'orientation keynésienne du FMI, qui soulignait les insuffisances du marché et le rôle de l'État dans la création d'emplois, a cédé la place à l'hymne au libre marché [...]. »<sup>15</sup>

En bref, la phase des Trente Glorieuses marque l'apogée du capitalisme démocratique où la grande entreprise et le système international économique portent des valeurs citoyennes. À l'échelle domestique et internationale, il y existe une certaine planification de l'économie afin de s'assurer et de contrôler les risques asymétriques du marché libre. Les décisions entre les différentes parties prenantes sont coordonnées et profitent à l'ensemble de la société. Néanmoins, une certaine nuance doit être apportée. En effet, le contexte de la Guerre froide avait aussi comme conséquence de polariser la pensée économique en deux grands courants : les théories socialistes ou marxistes en vogue dans les pays alignés avec l'URSS et les théories interventionnistes dans les pays capitalistes. Ce paradigme ne laissait alors que très peu de place à des courants de pensée alternatifs. Le keynésianisme avait alors que très peu de détracteurs, car il y avait un besoin politique de s'éloigner de l'autre courant de pensée.

### La Crise de l'État de providence (1973-2008)

Pendant ces Trente Glorieuses, certains groupes d'économistes conservateurs préparèrent une riposte foudroyante aux idées interventionnistes, dont Hayek avec la publication de son livre *La route de la servitude*. Sa thèse principale tentait de démontrer que l'attrait de l'idéologie socialiste par l'intervention de l'État dans les

---

<sup>15</sup>J.E. Stiglitz, *La grande désillusion*, p.41.

marchés libres avait comme conséquence indésirable et fortuite de dépraver la liberté économique ou négative et de rendre le politique tyrannique. En d'autres mots, l'État, selon l'auteur, avait tendance à toujours empiéter davantage sur les libertés individuelles et qu'il pouvait progressivement conduire au totalitarisme. Ainsi, la planification économique, qu'il nomme *collectivisme*, et qui est souvent justifiée au nom de l'égalité et de la justice sociale peut coïncider avec l'émergence du fascisme et du communisme qui, dans l'ensemble, va nuire aux libertés individuelles. Le mouvement populaire qui suivit les années 70 s'est essentiellement inspiré de courant idéologique avancé par les nouveaux tenants du libéralisme comme Hayek.

«The implicit consensus of the postwar decades was now broken, and a new, decidedly unnatural consensus was beginning to emerge around the primacy of private interest. The young radicals would never have described their purpose in such a way, but it was the distinction between praiseworthy private freedoms and irritating public constraints which most exercised their emotions. »<sup>16</sup>

Le postulat de Hayek confronte ainsi la liberté individuelle face à celle de la collectivité considérant alors les gouvernants non pas comme des individus voulant assurer le bien-être collectif, mais des individus ayant des intérêts propres. C'est effectivement dans cette logique que Hayek a développé sa riposte face aux interventionnistes :

« Le spécialiste a l'illusion que dans une société planifiée il arriverait à attirer davantage l'attention sur les objectifs dont il se soucie le plus. C'est là un phénomène plus général que pourrait le faire croire le mot : spécialiste. Dans nos prédilections et nos intérêts nous sommes tous en quelque manière des spécialistes. Et nous pensons tous que notre échelle personnelle de valeurs n'est pas simplement personnelle, mais que dans une libre discussion entre gens raisonnables nous arriverions à faire reconnaître la justesse de nos propres vues. L'amateur de paysages champêtres qui veut avant tout préserver leur apparence et effacer les insultes faites à leur beauté par l'industrie, [...] tous savent que leur but ne peut être totalement atteint que par le planisme, et c'est pourquoi ils veulent le

---

<sup>16</sup>T. Judt, *Ill Fares the Land*, p.91.

planisme. Mais l'adoption du planisme qu'ils revendiquent à grands cris ne peut que faire surgir le conflit masqué qui oppose leurs buts. »<sup>17</sup>

Même si cette nouvelle génération d'économistes acceptait les risques du libre marché, leur interprétation différerait radicalement avec celle de Keynes. Ce n'est pas le marché qui devait être mis en cause, mais les manipulations des gouvernements qui interfèrent avec la destruction créative de celui-ci. Du même coup, ces économistes ne considèrent plus important le concept d'*animal spirits*. Les réserves monétaires des institutions internationales et des banques par exemple, sont féroce­ment attaquées par ces économistes y voyant une force instable et discriminatoire. Effectivement, la manipulation des marchés comportait des risques sous-estimés, tels la bureaucratisation, l'inflexibilité et la prise de décision dans l'intérêt premier de certains individus. Entre d'autres mots, les politiques keynésiennes favorisent une économie de zombies<sup>18</sup>, où certaines firmes, banques et ménages sont continuellement supportés par les instances gouvernementales afin de les garder littéralement en vie. Dans cet ordre d'idées, les pertes économiques sont alors socialisées, elles deviennent un coût pour l'ensemble de la société et les gouvernements sont pris avec de sérieux problèmes d'endettement. C'est ainsi que le début des années 1970 marque un changement idéologique fondamental passant d'une époque keynésienne où la principale préoccupation était liée à la demande économique à une nouvelle époque où l'offre économique a désormais toute l'attention. Ainsi, politiciens et économistes se concentrent davantage sur les politiques économiques, incluant le niveau de taxation, afin d'y évaluer les impacts sur les comportements économiques.

---

<sup>17</sup>F.A. Hayek, *La Route de la servitude*, p.45-46.

<sup>18</sup>N. Roubini et S. Mihn, *Crisis economic*, p.55.

Marqué par les deux chocs pétroliers et la crise de l'endettement public, l'État-providence est effectivement en profonde crise. Effectivement, dès le début des années 1970, des signes d'essoufflement dans les économies capitalistes apparaissent. De nouveaux problèmes économiques se posent : le chômage et l'inflation progressent simultanément, et le modèle d'économie planifiée semble incapable d'y apporter les remèdes immédiats. Les chocs pétroliers amplifient l'accroissement de l'inflation et les mesures budgétaires et monétaires restrictives adoptées, entre autres par les États-Unis et le président de la Réserve fédérale de l'époque Paul Volcker, font gonfler à son tour le taux d'intérêt. Les déficits se succèdent et menacent le système financier. C'est ainsi que de nombreux pays annoncent qu'ils ne peuvent rembourser leurs dettes ; la récession mondiale s'aggrave dès le début des années 1980.

Ce contexte économique et la lourde bureaucratie couplée avec des problèmes de productivité décroissante et de manque d'innovation entraînent un mouvement de retour en force du libéralisme et des valeurs individualistes. L'arrivée de figures tel Margaret Thatcher en Angleterre et de Ronald Reagan aux États-Unis donne un nouveau cap quant au rôle du gouvernement dans la gestion publique de l'économie. La relative stabilité et sécurité sociale sont désormais concurrencées par de nouvelles valeurs.

«In the course of little more than a decade, the dominant paradigm of public conversation shifted from interventionary enthusiasms and the pursuit of public goods to a view of the world best summed up in Margaret Thatcher's notorious *bon mot*: "there's no such thing as society, there are only individuals and families". »<sup>19</sup>

---

<sup>19</sup>T. Judt, *Ill Fares the Land*, p.96.

Les sociétés publiques sont désormais privatisées afin de permettre des gains d'efficacité et des secteurs économiques entiers, tels les transports, la finance et la communication, sont déréglementés. Contrairement au dernier régime économique, il y a une désarticulation de l'économie nationale où les aspects démocratiques du capitalisme tels l'équité des revenus et les garanties collectives sont remises en doute. L'État n'a plus un rôle dominant sur le marché, ce qui assurait un certain contrat social entre les intérêts privés et collectifs, mais devient davantage un facilitateur économique supportant ses avantages concurrentiels par rapport aux autres pays. L'entreprise mondiale ne se soucie guère plus de juste équilibre entre ses propres intérêts et ceux de la société, comme l'affirmait Roberto Goizueta, l'ancien PDG de Coca-Cola :

« Les entreprises sont faites pour satisfaire des besoins économiques. Quand elles essaient de tout apporter à tout le monde, elles échouent...Nous avons une tâche : générer une rentabilité satisfaisante pour nos actionnaires...Nous devons concentrer nos efforts sur notre devoir essentiel : créer de la valeur sur la durée. »<sup>20</sup>

Pour ces raisons, le modèle de loyauté mutuelle et de parties prenantes présenté précédemment s'effrite considérablement. La relation d'équilibre entre les acteurs n'existe plus, chacun voulant tirer davantage de profits du libéralisme économique et de la mondialisation. C'est ainsi que la relation entre l'entreprise et l'État ne s'articule plus à l'intérieur d'une logique coopérative de gestion des marchés. Dorénavant, ils deviennent des compétiteurs dans l'allocation et la distribution des ressources économiques et des revenus. L'autorité des gouvernements sur la gestion publique est alors menacée par de nouveaux opérateurs de marchés. Les firmes multinationales se délocalisent afin de trouver de meilleurs rendements et une meilleure perspective de croissance ailleurs. En effet, les progrès technologiques réalisés depuis la fin de la

---

<sup>20</sup>Citation tirée de R. Reich, *Supercapitalisme*, p.78.

Seconde Guerre mondiale et stimulés par la Guerre froide permettent aux entreprises d'explorer de nouvelles méthodes de production et d'opérer à travers plusieurs chaînes de valeurs mondialisées. L'essor technologique bouleverse en fait la production des biens de consommation et révolutionne les moyens de transport permettant ainsi à la firme multinationale d'être plus efficace et compétitive. Par conséquent, les gouvernements n'ont nul choix que d'assouplir les mesures fiscales et les diverses réglementations qui protégeaient les citoyens aux risques du marché afin de rester compétitifs à l'échelle globale afin de prévenir la délocalisation des profits des entreprises. Au grand détriment de la société démocratique et du bien commun, le privé s'organise aussi à capturer les diverses rentes économiques via différents moyens financiers dont le lobbying pour influencer le politique. L'État devient alors incapable de promouvoir l'intérêt général dans l'intérêt démocratique. La concurrence exacerbée entre les entreprises se transporte au politique ne suivant guère plus qu'une logique de maximisation de l'intérêt privé, en termes de consommateurs et d'investisseurs.

Paradoxalement, ces changements économiques et politiques couplés avec le changement de culture populaire ne semblent pas déplaire à l'ensemble de la société qui voit dans ces changements des opportunités d'enrichissement individuelles. L'acceptation sociale d'une nouvelle forme d'individualisme où les garanties contre les risques du marché doivent être assumées par les individus eux-mêmes devient alors la norme.

«Pre-established ideas, such as those of secure employment and the tradition of a job for life, are said to have lost their hold and, together with the corrosive effects of global markets, the world of work has effectively been transformed into a highly politicized arena in which few now believe that the economic uncertainties faced can be calculated, let alone resolved, by governmental institutions. As old ideas and traditions come under scrutiny, people and institutions are said to become more

reflexive about the forces shaping their lives, evaluating and weighing up a mixture of possibilities and uncertainties. »<sup>21</sup>

Conséquemment, le pouvoir du citoyen et les valeurs collectives deviennent inaudibles face à la montée des intérêts privés.

De plus, durant le deuxième régime économique du 20<sup>ème</sup> siècle, les barrières économiques au commerce et à l'investissement sont significativement réduites, de nouvelles normes, valeurs et institutions pour faire face aux réalités du marché sont instituées et le rôle des gouvernements dans la gestion de garanties sociales face aux risques du marché diminue considérablement. La société globale s'est modifiée complètement pour permettre une plus grande intégration des économies de marché. Paradoxalement à ce que nous venons d'affirmer et comme l'illustre l'annexe B, l'inégalité des revenus ne cesse de croître durant cette période, alors que le taux de chômage est passé de 5,8%<sup>22</sup> en 2007 à 8,5% en 2010, soit une augmentation près de 48%. Ainsi, d'une certaine façon, ces deux indicateurs montrent le coût d'une plus grande intégration économique en termes, d'une part, de bien-être collectif et d'autre part, de fragilité sociale.

Et malgré la reconduction des problèmes sociaux de la Grande Dépression et l'apparition de nouveaux problèmes socio-économiques, tels la question de l'environnement par exemple, les économistes continuent toujours de jouir d'une grande quantité de pouvoir et d'influence auprès des gouvernements, des entreprises privées et dans la communauté publique, via les divers moyens de télécommunication.

---

<sup>21</sup>Tiré de *A perspective of economy geography tome 3*, article de J. Allen et N. Henry, *Ulrich Beck's risk society at work*, p.285.

<sup>22</sup>Statistique tirée de l'OCDE.

Et avec raison, cette confiance reposait essentiellement sur le fait que la fin de la Guerre froide a démontré sans nul doute le triomphe de l'économie de marché sur le socialisme. C'était, comme Fukuyama affirmait, la fin de l'histoire et la fin des débats idéologiques. Le cheminement de l'économie du marché avec la nouvelle ère technologique et de libéralisation des marchés favorise ainsi un courant de grandes déréglementations dans les années 90 qui intensifie la compétition entre les entreprises pour séduire des consommateurs déloyaux, de plus en plus exigeants quant aux prix et à la qualité des produits. Dans cette logique, l'entreprise ne peut plus fonctionner comme une partie prenante des risques collectifs, mais devient une entité forcée d'atteindre une rentabilité à court terme.

Au niveau du système international, de nouvelles valeurs s'imposent face à ces défis. Le fameux consensus de Washington, inspirée fortement des idées néolibérales, offrent une nouvelle formule de recommandations aux États se trouvant face à une crise économique liée à la dette et l'hyperinflation. L'austérité, la privatisation et la libéralisation deviennent alors les trois piliers du consensus<sup>23</sup> et affranchissent l'économie mondiale des idées keynésiennes. Les propositions avancées par le FMI et la Banque mondiale brisent désormais le compromis entre les politiques internationales et nationales. Suivant la nouvelle idéologie économique, les organismes font alors des prescriptions basées sur le postulat que le marché aboutit spontanément à des résultats plus efficaces que les diverses contraintes liées aux politiques domestiques. En fait, le postulat dominant de l'époque affirme que les politiques domestiques restreignent la compétition internationale, le flux de capital financier et les mouvements monétaires. Par conséquent, les anciennes directives cèdent la place à la libéralisation complète de

---

<sup>23</sup>J.E. Stiglitz, *La grande désillusion*, p.85

l'économie et à la privatisation. À ce moment précis, la grande majorité des analystes politiques et des économistes reconnaissent les bénéfices de telles mesures.

### La financiarisation des marchés

Lorsque Nixon en 1971 décide ainsi de supprimer le lien existant entre le dollar et l'or, mettant fin du même coup au régime de Bretton Woods et à la vision internationale de Keynes, les bases sont alors mises pour libéraliser davantage le commerce financier et déréguler l'ensemble des secteurs économiques. C'est le début d'un mouvement de fond dans notre société capitaliste. Le rôle de la finance se propage et s'impose alors comme l'unique variable au fonctionnement de l'entreprise et des sociétés, incluant les décisions des gouvernements. Le changement de régime est marquant pour le rôle de la finance. Durant l'ère de Keynes, la finance jouait un rôle intermédiaire. Comme nous l'avons vu, les actionnaires dans la grande entreprise n'avaient guère les pouvoirs actuels, et le rôle de l'État reposait sur les principes de valeurs sociales et citoyennes de court terme. Or, avec cette nouvelle phase, la finance a radicalement changé la compréhension et le fonctionnement de l'économie. Elle est devenue une force majeure et dominante dans nos sociétés, si bien que nous pouvons alors parler de la financiarisation des marchés et d'une transition entre la *grande entreprise* et l'entreprise financière.

Comme nous l'avons affirmé au dernier chapitre, l'intensification de la concurrence rompt abruptement le contrat social entre les dirigeants et les employés. L'entreprise est alors forcée de revoir leur modèle de fonctionnement et de gestion. Des grandes transformations industrielles sont désormais requises pour rester

compétitif sur le marché, l'État n'était plus capable de supporter financièrement les entreprises en difficultés. C'est ainsi que l'entreprise est contrainte de réduire le nombre de salariés et les conditions de travail afin d'obtenir les fonds privés nécessaires requis à leur transformation. Les actionnaires et gestionnaires de fonds d'investissement prennent alors le contrôle de la grande entreprise.

«Ceux-ci [les gestionnaires de fonds d'investissement], alimentés par l'arrivée massive d'argent à investir, détenaient collectivement, à compter de 1985-1990, plus de 50% des actions des grandes entreprises (et en détiennent maintenant plus de 70%) et étaient eux-mêmes de plus en plus soumis à des pressions de performance et rémunérés sur la base de leur rendement. »<sup>24</sup>

C'est une véritable révolution qui est en train de se dérouler, soit la financiarisation et la privatisation de l'ensemble de l'économie. Ces nouveaux propriétaires décident alors de couper dans toutes les dépenses non essentielles afin de servir et repayer leur énorme dette ce qui, en même temps, permet d'augmenter considérablement la valeur de l'entreprise et maximiser les intérêts des actionnaires. Non seulement la gestion des entreprises est exposée à ce phénomène, mais le marché du travail ou du talent devient aussi hautement compétitif.

Afin de bien aligner les intérêts des actionnaires à la direction exécutive des entreprises, les chefs d'entreprises reçoivent une rémunération en conséquence des rendements sur la bourse, qui s'adonne à être conflictuelle avec celle du bien-être collectif, voire même de l'entreprise à long terme, et douteuse sur le plan moral. Ainsi, au courant des deux à trois dernières décennies, la rémunération des dirigeants (PDG) a augmenté très rapidement. Par exemple, parmi les 500 plus grandes compagnies américaines identifiées par le magazine *Forbes*, les PDG ont reçu une moyenne de

---

<sup>24</sup>Y. Allaire et M. Firsirotu, *Plaidoyer pour un nouveau capitalisme*, p.52.

\$15,2 millions chacun en 2006<sup>25</sup>, soit une augmentation moyenne de 38% en une année. L'augmentation radicale de ces salaires accroît considérablement l'écart entre la rémunération des PDG à celle d'un travailleur américain moyen. Effectivement, en 1980<sup>26</sup>, les PDG des plus grandes compagnies américaines avaient un salaire 40 fois plus grand que celui d'un travailleur américain. Or, aujourd'hui, le salaire moyen des PDG provenant des compagnies du *Fortune 500* font 364 fois plus que le travailleur américain moyen. Plus encore, les top 20 des *private equity and hedge fund managers* ont empoché en moyenne \$657,5 millions, soit 22225 fois le salaire moyen d'un travailleur américain. Contrairement à la période des Trente Glorieuses, les salaires de l'exécutif au cours de cette période n'avaient pas augmenté beaucoup plus vite que ceux des travailleurs américains moyens. En revanche, en 2005<sup>27</sup>, l'écart dans la progression du salaire entre les PDG et le travailleur américain moyen était de 411 pour 1, comparativement à seulement 42 pour 1 en 1980. La rémunération globale des PDG vient même défier les principes de l'offre et la demande. Le marché du talent dopé par les résultats financiers incite alors ceux-ci à prendre tous les moyens possibles pour cacher ou nuire à la transparence des informations comptables. L'asymétrie de l'information devient un problème incontournable entre la relation du principal et de l'agent.

«Ils [les dirigeants d'entreprise] ont trouvé moyen de doper leurs revenus — par des opérations fictives qui leur permettaient d'inscrire dans leurs comptes des rentrées d'argents qu'ils n'avaient pas vraiment reçues[...]. Ils cherchaient à créer

---

<sup>25</sup> Forbes, *Executive Pay, Big Paychecks*, 5 Mai 2007.

<sup>26</sup> Institute for Policy Studies and United for a Fair Economy, *Executive Excess 2007 The Staggering Social Cost of U.S. Business Leadership*, 29 Août 2007.

<sup>27</sup> Institute for Policy Studies and United for a Fair Economy, *Executive Excess 2006 Defense and Oil Executives Cash in on Conflict*, 30 août 2006.

l'apparence du succès attrayant, ou du moins de la séduisante promesse, et d'en tirer le plus d'argent possible avant que le monde ne découvre la vérité. »<sup>28</sup>

C'est ainsi que le marché du travail ou du talent s'est financiarisé, passant d'un marché qui valorisait la sécurité de l'emploi à un marché axé sur le talent. Le marché du travail est devenu alors très compétitif, offrant moins de sécurité financière et où les échelons les plus élevés étaient encouragés à créer de la valeur à court terme pour les actionnaires. En d'autres mots, les PDG n'ont plus aucune marge de manœuvre pour faire la promotion de valeurs citoyennes étant donné l'impatience des investisseurs et ce, au grand détriment des employés, des syndicats et de l'ensemble des actionnaires.

La financiarisation du marché du talent n'a pas uniquement des effets sur la gestion des entreprises, mais aussi sur les conditions de travail des salariés, les relations entre employés et employeurs, le pouvoir de négociation et le mouvement syndical. D'ailleurs, Boltanski qualifie ce nouveau phénomène de destruction<sup>29</sup> du monde du travail. Ce nouveau capitalisme lie alors le marché du travail à un culte de la performance financière transformant ainsi l'organisation et la gestion du travail. Par conséquent, le marché du travail voit apparaître de nouvelles formes de fonctionnement, tels les emplois temporaires, à temps partiel, en stages, afin de réduire les engagements financiers et d'écartier les contraintes législatives des entreprises face aux employés. De plus, le niveau d'adhésion aux différents syndicats est en forte baisse : « on peut estimer que les syndicats français ont globalement vu leur nombre d'adhérents chuter de plus de 50% entre 1976 et 1988. »<sup>30</sup> Non seulement les entreprises pratiquent différentes méthodes de répression syndicale, ceux-ci s'assurent

---

<sup>28</sup> J.E. Stiglitz, *Quand le capitalisme perd la tête*, p.170.

<sup>29</sup> L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, p.270.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p.347.

aussi de négocier des nouvelles ententes salariales en contournant les contrats existants avec les syndicats afin de réduire les coûts de contrôle et d'administration.

D'autre part, ce dernier régime économique a aussi constaté un changement majeur dans le marché financier en raison de la déréglementation de ce secteur d'activité. Pour convaincre les autorités gouvernementales, les tenants de cette école affirment que les régulations et la supervision des marchés financiers nuisent à l'innovation financière. Cette innovation encouragerait les différents acteurs, incluant les gouvernements, à prendre de meilleures décisions fiscales et monétaires. Dans le contexte où les États ont besoin de financement pour régler leur important déficit, les flux monétaires et financiers se libéralisent et le système bancaire se dérégule. D'une manière générale, la finance s'intègre aux économies mondiales et fait éclater les cadres traditionnels. S'appuyant sur de nouveaux marchés, de nouveaux produits, de nouveaux intervenants et de nouvelles technologies de communication, le nombre de transactions au cours des dernières années a considérablement cru, comme l'illustre l'annexe C. Selon le Bank for International Settlements, « Global foreign exchange, market turnover was 20% higher in April 2010 than in April 2007 with average daily turnover of \$4.0 billion compared to \$3.3 trillion. »<sup>31</sup> Expliqué en effet, d'une part, par l'innovation financière qui a créé de nombreux nouveaux produits et d'autre part, par l'augmentation des taux de roulement et la diminution des périodes de détention, la finance se globalise et change radicalement les règles financières et la compréhension de la bourse. La révolution technologique mentionnée précédemment a aussi un impact considérable sur l'offre de services, notamment la finance. Les technologies de

---

<sup>31</sup>Bank for International Settlements, *Triennial Central Bank Survey of Foreign Exchange and Derivatives Market Activity in April 2010 - Preliminary global results – Turnover*, Septembre 2010,

l'information comme l'Internet et les diverses applications électroniques introduisent de nouvelles formes de distribution des services permettant la personnalisation de ceux-ci et leur multiplication. Les agents financiers, incluant les consommateurs, sont ainsi à la recherche de nouveaux produits financiers où les coûts de transaction sont minimales et dont l'espérance de profits est grande.

Rappelons-nous que durant les Trente Glorieuses, le marché financier était régulé afin d'éviter les excès et la cupidité financière connue lors de la Grande Dépression. Or, l'explosion du nombre de transactions combinée à une diminution des périodes de détention créent d'énormes pressions sur la valeur des titres. De nouveaux risques privés, tels la spéculation financière et la formation de bulles financières, apparaissent et se socialisent à l'ensemble de l'économie. Par exemple, il se crée une double valeur aux titres financiers, soit le prix actuel et le prix comptable, comme l'illustre la figure de l'annexe D.

En fait, un nouveau monde de transactions financières se crée échappant du même coup aux contrôles des institutions bancaires. Des nouvelles chaînes de prise de risques se mettent en place avec la transformation du système de crédit. Ce mécanisme consiste ainsi à titriser les crédits pour en faire des nouveaux titres spéculatifs de plus en plus complexes ce qui permet aussi de les sortir des bilans financiers de toutes les entreprises. La financiarisation pousse les marchés financiers à utiliser des moyens opaques, comme la titrisation, afin de profiter davantage de bénéfices et d'obtenir de meilleurs avantages comparatifs. Or, la qualité des titres financiers se dégrade et les risques s'accroissent. Ainsi, le marché financier incite les banquiers à prendre d'énormes risques afin d'être récompensés en conséquence. De plus, en

l'absence de régulation comme le *Glass-Steagall Act*, aboli en 1999, les transactions et les acquisitions financières se multiplient entre banques commerciales, banques d'affaires, maisons de courtage, compagnies d'assurance, etc. Les comportements agressifs et cupides décrivent alors la nouvelle réalité du marché financier. En bref, les marchés financiers se sont également financiarisés imposant une logique de court terme et créant de nouveaux risques sous-estimés.

Finalement, quant à la financiarisation du marché des biens et services, elle se manifeste différemment et de façon plus éclectique à travers la mondialisation et la libéralisation du commerce, et les flux d'investissements étrangers. Les entreprises soumises aux impératifs de la rentabilité boursière sont alors fortement concurrencées. Principalement, le défi des entreprises est double, plaire aux consommateurs afin que leurs produits soient vendus et plaire aux investisseurs afin de jouir de nouveaux capitaux financiers. Les deux composantes sont d'ailleurs corrélées aux succès de l'entreprise. Le phénomène de la financiarisation se manifeste aussi à travers la délocalisation des processus de production. Les entreprises menant une forte lutte concurrentielle peuvent avoir accès à des fournisseurs à bas coût, et ce, à travers le monde, ou encore substituer des employés à une main-d'œuvre à meilleur marché, ou simplement les substituer à des nouvelles technologiques.

«Le dilemme auquel tant d'entreprises sont confrontées porte donc sur la façon dont elles peuvent se distinguer : trouver le moyen d'offrir des produits ou des services supérieurs à ceux de leurs rivaux — moins chers, plus rapides ou plus convaincant sur tel ou tel autre plan — afin d'attirer et de conserver des consommateurs détenant des informations comparatives de plus en plus complètes; s'arranger pour obtenir de meilleurs résultats bénéficiaires que les concurrents (ou en créer l'attente) de façon à attirer les investisseurs et à faire grimper le titre. »<sup>32</sup>

---

<sup>32</sup>R. Reich, *Supercapitalisme*, p.116.

La financiarisation des biens et services fait en sorte que la production de ceux-ci se trouve monopolisée aux mains d'entreprises indépendantes qui décident, souverainement, de leurs besoins selon leurs seuls intérêts personnels. C'est ainsi que la production de biens et services n'assure en rien les besoins collectifs étant donné les exigences du nouvel ordre financier.

Quant à la provision des biens et services publics, les États font face à de nouveaux obstacles liés à ce mouvement de financiarisation. La primauté donnée à la finance dans l'ensemble de l'économie a effectivement permis aux agences de notation d'exercer beaucoup d'influences sur les pouvoirs publics. Malgré les quelques agences de notation sociale et environnementale, ce sont les agences financières, telles que Fitch Ratings, Moody's et Standard & Poor's, qui dictent le marché et, bien souvent les politiques des États. Afin de permettre aux États d'accéder aux marchés financiers pour financer la provision de biens et services publics, les agences de notation financière attribuent des notes à ceux-ci selon les risques de faillites ou de défaut. Leur analyse dépend de nombreux facteurs conjoncturels, tels la stabilité politique, les perspectives fiscales et économiques et l'environnement commercial et institutionnel. Malgré l'analyse financière et le concept selon lequel les agences financières servent à responsabiliser les États, leur pouvoir de pression sur les orientations des politiques a augmenté considérablement. Si fortement que les agences de notations ne font plus simplement de l'analyse financière, mais elles contribuent, malgré leur nature souveraine et privée, au processus des décisions politiques, affectant du même coup la provision des biens et services publics. Les plus récents exemples aux États-Unis ou en Grèce permettent de constater cette financiarisation du marché.

Par conséquent, les trois principaux marchés économiques; les biens et services, le travail et la finance, deviennent ainsi asservis par ce mouvement de financiarisation. Cette nouvelle philosophie entrepreneuriale soulève toutefois beaucoup d'interrogations quant à leur intégration publique et sociale.

«L'objectif des entreprises est le profit : gagner de l'argent est leur grande priorité. La clé de leur survie, c'est de réduire les coûts par tous les moyens possibles dans les limites de la légalité. Quand elles le peuvent, elles évitent de payer des impôts; certaines lésinent sur l'assurance maladie de leur personnel; beaucoup tentent de limiter les dépenses de nettoyage pour la pollution qu'elles créent. Souvent, dans les pays où elles opèrent, c'est l'État qui paie la facture. »<sup>33</sup>

La puissance économique de ces entreprises leur donne effectivement les moyens de contourner les lois ou d'en faire le moins possible du point de vue social. La menace de quitter face à toutes contraintes additionnelles qu'un État déciderait d'imposer sur ces firmes, comme les taxer davantage ou de réglementer les externalités de leur production, leur donne souvent raison. Ainsi, nous restons toujours dans une logique où trop souvent les coûts et les risques sont socialisés, malgré le postulat avancé des nouvelles théories économiques. Allaire et Firsirotu résumant bien ceci dans cet extrait :

«À notre époque, ce sont les marchés financiers qui imposeront leur logique aux entreprises privées offrant des biens et services de nature publique ou sociale. Cette affirmation est lourde de conséquences. Pour les marchés financiers, la valeur du titre coté en Bourse doit croître sans cesse. Or, le moteur premier de cette augmentation de la valeur du titre est la croissance continue du bénéfice par actions. C'est donc dire qu'un solide profit ne suffit pas ; il faut un solide profit en croissance perpétuelle. Ce caractère infernal des marchés boursiers pousse la direction des entreprises, rémunérée par des options sur le titre, à prendre toutes les mesures pour atteindre cet objectif de croissance du bénéfice par action aussi longtemps que faire se peut. Poussés par les pressions du marché et leur richesse en péril, les dirigeants en arrivent à des mesures à la limite du licite et parfois au-delà. C'est ainsi que l'on fabrique des Enron, Worldcom et toutes les sociétés responsables de la crise financière de 2007-2008. »<sup>34</sup>

---

<sup>33</sup> J.E. Stiglitz, *Un Autre Monde*, p.261.

<sup>34</sup> Y. Allaire et M. Firsirotu, *Plaidoyer pour un nouveau capitalisme*, p.10.

L'impact de ce changement sur nos démocraties est malheureux. L'État n'est plus capable de gérer pour promouvoir l'intérêt général dans l'intérêt démocratique. La raison essentielle c'est que la concurrence exacerbée des entreprises se transporte au politique. Le politique est alors dominé par les groupes de pression surreprésentés, entre autres, par les intérêts financiers. Avec le changement de rôle des États dans la gestion économique et un marché économique marqué par une trop forte concurrence, le pouvoir des États dans le marché a naturellement créé des rentes économiques. Ainsi, ces entreprises développent des comportements qui incitent la capture de la rente économique, c'est-à-dire qu'elles mènent des activités politiques afin d'influencer le politique à l'égard de décisions économiques favorables qui leur fourniraient un avantage économique et des revenus supplémentaires. Cette recherche de rentes se définit comme suit : « The term rent seeking is designed to describe behavior in institutional settings where individuals efforts to maximize value generate social waste rather than social surplus. »<sup>35</sup> En bref, ces activités, se faisant au détriment de la société, apportent des avantages marginaux aux groupes de pression bien organisés, mais diminuent le bénéfice social pour l'ensemble de la société au point de vue économique, mais aussi politique. Par conséquent, le politique devient une extension du champ de bataille du marché.

«On promulgue des législations en les parant de logiques publiques quasiment sans rapport avec les véritables motivations des entreprises, de leurs lobbyistes et, en dernière analyse, des législateurs qui les ont votées. Les réglementations, subventions, taxes et déductions fiscales justifiées comme étant *d'intérêt public* résultent le plus souvent d'un lobbying acharné au nom d'entreprises ou d'industries dont l'unique souci est de s'arroger un avantage concurrentiel sur les autres. »<sup>36</sup>

---

<sup>35</sup> J.M. Buchanan, R.D. Tollison, et G. Tullock, *Toward a Theory of the Rent-Seeking Society*, p.4.

<sup>36</sup> R. Reich, *Supercapitalisme*, p.223.

Le politique ne gère plus l'intérêt général, mais les conflits entre les entreprises sur l'attribution des rentes économiques. Nous sommes alors dans une logique strictement de maximisation de l'intérêt individuel. Paradoxalement, le rôle du citoyen dans sa protection des valeurs sociales s'efface aussi suivant cette même logique. En effet, la classe moyenne se transforme d'épargnants en investisseurs cherchant ainsi à maximiser les revenus des titres d'entreprise qu'elle possède et sermonnant les États désireux d'investir davantage dans la collectivité via des politiques sociales. Ainsi, nous sommes en présence d'une démocratie qui tente de propager les mêmes vertus que la financiarisation, soit la concurrence, l'efficacité, l'innovation, etc.

En résumé, le changement de régime socio-économique qui a marqué l'époque de l'après Deuxième Guerre mondiale a fragilisé considérablement le contrat politique existant entre l'économie, l'État et le citoyen. Pour Reich, il s'agit du supercapitalisme, c'est-à-dire du triomphe du capitalisme sur la démocratie. Pour d'autres comme Rodrik, il s'agit que d'un équilibre temporaire ou d'un balancier entre les forces présentes :

«The political trilemma of the world economy: economic globalization, political democracy, and the nation-state are mutually irreconcilable. We can have at most two at one time. Democracy is compatible with national sovereignty only if we restrict globalization. If we push for globalization while retaining the nation-state, we must jettison democracy. And if we want democracy along globalization, we must shove the nation-state aside and strive for greater international governance. »<sup>37</sup>

Quoi qu'il en soit, le rôle de l'État dans la gestion publique s'est désintégré laissant la voix libre au marché financier et aux tenants du libéralisme conservateur qui, intentionnellement, ont désorganisé le capitalisme. Dans ce régime économique, les gouvernements ont encouragé ces nouvelles mœurs en poursuivant des politiques afin d'attirer de nouveaux investissements financiers, de promouvoir le commerce

---

<sup>37</sup>W.H. Janeway, *The First Global Crisis of Big-State Capitalism*, p.2.

international et de gagner la confiance des marchés. En bref, une ère qualifiée de « Golden Straitjacket » [camisole dorée]<sup>38</sup>, où le pouvoir politique est restreint par les instances et obligations financières.

---

<sup>38</sup> T. L. Friedman, *The Lexus and the Olive Tree*, p.104.

## Crise de 2008

La crise financière de 2007 qui a été le préambule d'une crise économique globale d'une ampleur encore jamais observée aujourd'hui, et qui est toujours difficilement quantifiable, semble marquer une brisure idéologique de la phase actuelle entre le politique et l'économie, telle la rupture suite à la crise de 1929 ou la crise de l'endettement public vers la fin des années 70, début des années 80. Effectivement, cette crise a certainement illustré que l'économie du laissez-faire n'est pas sans risque pour la stabilité du marché et la paix sociale. Ici, nous ne parlons plus uniquement d'une crise économique mineure liée aux prêts hypothécaires à risque aux États-Unis comme l'affirmait ironiquement à l'époque le président de la Réserve fédérale américaine Ben Bernake en mars 2007 : « At this juncture, however, the impact on the broader economy and financial markets of the problems in the subprime market seems likely to be contained. »<sup>39</sup> ou le secrétaire américain au Trésor Henry Paulson l'été de cette même année : « I don't think it [parlant de la crise des prêts hypothécaires] poses any threat to the overall economy »<sup>40</sup>, mais d'une instabilité déterritorialisée de l'espace uniquement économique. Car, dans une crise, comme celle d'aujourd'hui ou de celle de 1929, nous n'observons pas une instabilité mineure ou contrôlée, mais une qui implique simultanément plusieurs processus interdépendants dans divers champs d'activités sociales. La profonde tension qui existait entre le bien ou le capitalisme privé, dominé par l'enrichissement matériel des individus venant des forces du marché, et le bien public ou le capitalisme social qui, au contraire, s'articule autour de desseins et de valeurs sociales pour un enrichissement collectif, rompt ainsi avec la continuité.

---

<sup>39</sup>N. Roubini et S. Mihn, *Crisis economic*, p.15

<sup>40</sup>N. Roubini et S. Mihn, *Crisis economic*, p.15

Or, le refus des ténors du laissez-faire à reconnaître les défaillances naturelles du marché et à faire face aux événements financiers de 2007-08 n'a fait qu'accentuer le choc, l'instabilité et la destruction du tissu social. Paradoxalement, leur compréhension ou modélisation de l'économie globale (celle des économistes) ne semble pourtant ne pas radicalement changer malgré la crise actuelle, d'où une certaine dérive de la science économique. Dans cette perspective, ce manque d'arbitrage des dernières décennies a affranchi le capitalisme privé de toutes valeurs et contraintes sociales qui, non loin d'ici, garantissait une certaine forme de contrat ou d'harmonie social. Dès lors, les divers processus instables ont pris racine à la suite d'une certaine cupidité et naïveté sociopolitique. De nombreuses vérités économiques ont cessé d'être applicables et même, certaines se sont retournées contre ces dits ténors, qu'ils soient économistes, politiciens, universitaires, journalistes, etc. En mai 2008, après la chute de Bear Stearns, Paulson se voulait rassurant en commentant la situation financière: « Looking forward, I expect that financial markets will be driven by the recent turmoil and more by broader economic conditions and, specifically, by the recovery of the housing sector. »<sup>41</sup> Rappelons que quelques mois plus tard, Fannie Mae, Freddie Mac et Lehman Brothers tombèrent successivement, déstabilisant la gouvernance mondiale du système financier et économique.

Aucun intervenant n'a été immunisé par cette crise planétaire. Le marché des exportations et des importations fut menacé de rupture, faute du manque de disponibilité de crédit à long terme. Des pays comme la Chine, l'Irlande, l'Islande et le Japon ont tous vu leurs économies se fragiliser. Les banques européennes durent consentir des prêts à haut risque à différents pays durement affectés par la crise tels la

---

<sup>41</sup>N. Roubini et S. Mihn, *Crisis economic*, p.16.

Grèce, l'Ukraine et le Portugal fragilisant ainsi la paix sociale et les divers processus politiques. Ce sont tous les réseaux sociaux connectés directement ou de loin à la structure globale du marché économique qui se trouvent, d'une certaine façon, paralysés. Et comme l'affirme Joseph Volg, professeur à l'université Humboldt à Berlin :

«[...]that since 2007 and 2008, the crisis has undergone various phases that document an escalation of the situation as a whole. It began as a crisis of private debt, as a collapse of the American home mortgage market; then, it became a dramatic problem of global liquidity that led, by necessity, to a crisis of public budgets, to a crisis of sovereign debt. And now, in the most recent turn, we have arrived at a situation, which one could describe as a paralysis or sclerosis in political decision-making. We are faced with a “crisis of governance” with an unclear distribution of responsibilities among instances of political power, economic actors, democratic procedures and the role of civil society. The turbulence of the financial markets has become a crisis of the entire capitalist system, including its political institutions and legal foundations. This political sclerosis is even more remarkable considering that the final decision, the restoration of the system, is foreseeable: the financial markets were or are being refinanced through bailout packages, cheap money and deficit-brakes. »<sup>42</sup>

Peu importe les multiples débats sur la nature des causes de ce choc économique, les résultats de cette défaillance ont été plus profonds que ce qui a été véhiculé par nos dirigeants. Certains ne s'empêchent plus de parler d'une possible refonte du système économique et de ses fondations. D'autres ont mené une violente fronde contre les écoles économiques néolibérales, tels l'Université de Chicago ou l'Institut Ludwig von Mises. Entre autres, quelques économistes de renom dont la société avait pratiquement oublié leurs existences, ont fait un retour fracassant dans l'avant-scène des débats socio-économiques, tels les John M. Keynes, Joseph Schumpeter, et voire Karl Marx. Ces derniers avaient montré avec des perspectives différentes dans leurs

---

<sup>42</sup>J. Volg, *Which Way Forward?* 12 avril 2012.

écrits comment le capitalisme pouvait s'effondrer en temps de crise. Leur résurgence soudaine montre en effet à quel point la rupture sociale envers les marchés du laissez-faire a été radicale et que le besoin de reconstruire une théorie alternative est urgent.

Du point de vue de la crise, diverses mesures domestiques d'urgence se sont imposées et s'imposent encore. Les banques centrales ont baissé les taux d'intérêt, presque à zéro, et les maintiennent depuis afin de favoriser la consommation et l'investissement à bas coût. Bien entendu, cette mesure est paradoxale considérant les niveaux d'endettement des consommateurs. Ensuite, les États ont pris en charge le système bancaire en nationalisant certaines banques et en injectant des milliards afin de prendre en charge les créances pourries découlant, entre autres, de la titrisation du crédit. Finalement, l'État a soutenu plusieurs secteurs, par exemple le secteur automobile aux États-Unis, via des politiques d'accroissement des dépenses publiques, acceptant du même coup un fort déficit budgétaire. Étant donné que les plans de relance reposent sur l'hypothèse qui s'agit uniquement d'une conjoncture cyclique, ceux-ci se façonnent afin de relancer la demande agrégée, telle les solutions de Keynes lors de la Grande Dépression. Cependant, les ménages étant déjà surendettés, nous assistons alors à une rupture structurelle du système économique où les anciennes mesures, élaborées il y a près de 80 ans, ne peuvent résoudre les problèmes fondamentaux de ce régime. Les ménages ne peuvent plus se rendre pour financer la relance, ceux-ci étant engagés dans un processus de désendettement. C'est ainsi que les gouvernements qui ont collaboré à la fabrication de cette exubérance économique, n'ont nul choix que de socialiser les risques et les coûts de la relance, sans toutefois comprendre que nous ne sommes plus la société des années 30.

Malgré tous les appels à une reconstruction du système économique, aux différents moyens financiers mis de l'avant par les gouvernements via de nouvelles politiques monétaires et d'énormes plans de sauvetage, cette crise financière a renforcé le processus de désintégration des institutions politiques et sociales. Le manque de leadership politique sur la question de la gouvernance internationale de l'économie et de la finance ou encore, à moindre échelle, la préservation du statu quo dans l'Union européenne alors que la situation politico-économique se détériore quotidiennement sont parmi de nombreux exemples de l'incapacité et de l'inefficacité du politique à s'établir légitimement et distinctement dans l'espace moderne financier. La question du rôle de l'État ou, de façon plus générale, du gouvernement est au cœur de cette crise.

Malgré l'apparente réussite économique qui se profilait depuis les dernières années, de nombreux actifs et transactions dans un monde financier parallèle ont confiné le rôle des organismes de contrôle. Excès de liquidité, pratiques financières à risque, déréglementation des systèmes financiers, niveau d'endettement surréaliste sont tous des facteurs qui ont contribué à la bulle financière et son éclatement. Or, de se limiter à en rechercher seulement ces causes, seraient une erreur.

«[...]Cette crise est trop subite et profonde pour être un accident conjoncturel. Elle présente un aspect structurel, presque référentiel, dont il faut prendre la mesure. Certains invoquent même l'expression d'une crise d'identité, voire de gouvernance mondiale. [...] ce bouleversement financier ramène à un traumatisme collectif, à une dislocation de valeurs et à la prise de conscience de la fragilité des constructions humaines. »<sup>43</sup>

Contrairement à George W. Bush qui disait ceci par rapport à la crise actuelle : « Wall Street got drunk »<sup>44</sup>, c'est le système économique complet qui nécessite une réflexion. C'est une crise du marché financier; une crise du marché des biens et des services, de

---

<sup>43</sup>B. Colmant et C. Samson, *L'année du Krach*, p.15.

<sup>44</sup>Citation tirée de G. Akerlof et R. J. Shiller, *Animal Spirits*, p.x.

la consommation de masse et du surendettement; une crise du marché du travail, des systèmes de rémunération et de l'excès; et une crise de confiance envers nos gouvernants qui ont collaboré à l'implémentation de ce système. La chute du système financier marquée par la faillite de certaines banques différencie grandement cette crise à d'autres crises du passé. Et comme nous l'avons vu précédemment, le mouvement de la financiarisation des marchés que le système économique a connu pendant le deuxième régime du capitalisme a eu un impact profond sur l'économie et la crise actuelle. Cette crise financière s'est diffusée à l'économie réelle étant donné la grande intégration financière. Les banques financières, paralysées par l'insolvabilité, ne sont plus capables de prêter aux banques commerciales, qui elles-mêmes doivent prêter aux entreprises pour faire rouler l'économie. Le décloisonnement de l'économie via l'intégration financière a contribué à cette crise.

Toutefois, nous sommes tous coupables de cette crise. Certes, nous pouvons blâmer les politiques monétaires favorisant le crédit, les taux d'intérêt extrêmement bas, la déréglementation des secteurs économiques, l'arrivée de nouveaux patrons chez la grande entreprise, etc., mais les consommateurs et les investisseurs de la classe moyenne ont aussi une partie du blâme. En tant qu'agent économique, ils ont valorisé les nouvelles valeurs économiques et favorisé les dérives afin de profiter du système, et ce, en dépit de leurs valeurs citoyennes. À leur défense toutefois, ce régime économique, comme l'ensemble des régimes d'ailleurs, échappe à l'emprise de l'homme, si bien qu'il est toujours difficile de prévoir leur défaillance, comme le soutenait Joseph Schumpeter :

«[...] le capitalisme constitue, de par sa nature, un type ou une méthode de transformation économique. Non seulement, il n'est jamais stationnaire, mais il ne

pourrait jamais le devenir. [...] L'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle — tous éléments créés par l'initiative capitaliste [...]. Puisque nous avons affaire à un processus dont chaque élément ne révèle ses véritables caractéristiques et ses effets définitifs qu'à long terme, il est vain d'essayer d'apprécier le rendement de ce système à un moment donné — mais on doit juger son rendement à travers le temps, tel qu'il se déroule sur des dizaines ou des centaines d'années. [...]»<sup>45</sup>

En bref, cette crise financière qui s'est propagée à l'ensemble de l'économie est l'une des pires depuis la Grande Dépression et rompt avec la continuité du dernier régime économique. Malgré les tentatives et les multiples plans de relance, cette crise persiste. La confiance dans nos institutions et dans le système économique s'est fortement érodée, et le défi reste entier.

---

<sup>45</sup>B. Colmant et C. Samson, *L'année du Krach*, p.27.

## L'Arbitrage

Cette troisième section est consacrée à celui de l'arbitrage entre le politique et l'économique, c'est-à-dire entre la liberté positive et négative ou encore entre l'impératif d'équité et le conservatisme financier. L'influence de l'un sur l'autre sur le fonctionnement global de la société est non négligeable. Nous nous sommes accordés avec les deux sections précédentes à leur reconnaître une grande part de responsabilité dans la stabilité sociale et par ricochet, dans la crise actuelle sans nécessairement remettre en cause leur rôle distinctif. La situation actuelle appelle à un nouvel équilibre social, car :

«[...] it has now become almost commonplace that the present crisis is to a large extent a crisis of trust — in the value of money, the willingness and ability of debtors to pay back their debts, the capacity of political leaders to resist the pressures of *the market*, the capacity of markets to provide for an efficient, not to speak of fair, allocation of resources. Not only is there not much confidence that our governments and international organizations will be capable of preventing another crisis. There is also a rapid decline in trust among market actors themselves, in particular among banks dependent upon borrowing from one another. »<sup>46</sup>

## Les dérives des extrêmes

La crise de confiance en l'économie actuelle illustre bien la grande disparité qui existe présentement entre les économistes et l'espace public. Il existe un sentiment partagé par la communauté que le système économique est allé au-delà des limites de la compréhension humaine :

«The economy is a marvel of complexity. Yet no one designed it and no one runs it. There are, of course, CEOs, government officials, international organizations, investors and others who attempt to manage their particular patch of it, but when one steps back and looks at the entirety of the \$36.5 trillion global economy, it is clear that no one is really in charge. »<sup>47</sup>

---

<sup>46</sup>W. Streeck, *Public Sociology as a Return to Political Economy*, Septembre 2011.

<sup>47</sup>E. Beinhocker, *The Origin of Wealth*, p.6.

La crise actuelle a démontré à quel point la science économique moderne s'est pervertie, en devenant de plus en plus mathématique, théorique et financière, à un tel point où, il est à se demander si son désir de devenir une discipline scientifique telle la physique par exemple, a changé sa vocation académique.

En effet, les succès économiques des dernières années auprès des entreprises privées et des gouvernements dans la résolution des problèmes sociopolitiques, par exemple la crise de l'endettement des années 80, ou dans la quête grandissante des revenus supplémentaires ont légitimé le désir des économistes à faire de cette science sociale une discipline scientifique, ce qui a contribué à sa profonde mathématisation. Ainsi, la théorie économique en est devenue pratiquement impénétrable; si bien que son opacité et sa complexité rendent alors difficiles l'implication des modèles et l'interprétation des conclusions. Ironiquement, l'effet pervers de la mathématisation et des succès obtenus ont mené cette science à une simplification excessive des modèles théoriques, ce qui a aussi, en partie, contribué à la crise actuelle. Au lieu de vouloir tester des hypothèses théoriques afin de mieux comprendre comment l'économie évolue dans cet espace global, les économistes, et particulièrement ceux travaillant pour les gouvernements et les entreprises privées, se sont intéressés davantage à prédire les rendements futurs, et ce, sans porter suffisamment d'attention aux hypothèses de base.

Cette mathématisation de l'économie n'est toutefois pas unique au domaine de l'économie financière. L'état présent de la théorie économique en matière de mathématisation est en pleine explosion, avec entre autres l'émergence de la nouvelle économie sous le deuxième régime. Des économistes tels que Robert Lucas ont

emprunté des instruments mathématiques des sciences de l'ingénieur afin d'appréhender des phénomènes macroéconomiques dans des dimensions intertemporelles et fictives. Cette instrumentalisation mathématique de l'économie s'est formalisée au cours des dernières décennies, comme outil analytique, mais malheureusement aussi comme forme d'analyse en soi. Ce dernier aspect est dorénavant dominant dans la méthodologie enseignée et utilisée reposant largement sur l'usage de modèles mathématiques basés sur des hypothèses fictives, réduisant le traitement non mathématique de l'économie. À travers certaines revues dominantes comme *Econometrica*, la science économique s'est réduite de l'espace public et périphérique et ce, en étant « incapable de rendre compte de la plus importante crise financière depuis près de quatre-vingts ans, incapacité qui révèle l'inadéquation des concepts théoriques et de la perspective méthodologique adoptés par les économistes participant à la science normale. »<sup>48</sup>

Les succès de la science économique avec la crise actuelle ont contribué à aveugler notre société face aux différents problèmes sociaux lors de l'ascension du néo-libéralisme vers le sommet. Malgré l'admiration que Hayek avait dans le libre-marché, celui-ci avait prévenu des risques liés au succès de l'économie étant donné qu'il y voyait en l'économie une science bien différente : « Never will man penetrate deeper into error than when he is continuing down a road that has led him to great success. »<sup>49</sup> La théorie néolibérale qui domine sans partage la science économique depuis les années 1970 est en profonde crise, ce qui entraîne également une crise de la théorie économique présentement.

---

<sup>48</sup>C. Hédoin, *Vers un changement de paradigme en économie?*, p.4.

<sup>49</sup>F.A. Hayek, *The Counter-Revolution of Science. Studies in the Abuse of Reason*, p. 105.

Et avec raison, la structure dans laquelle l'interaction des marchés fonctionne n'a jamais été guidée par l'équilibre des prix et de la production et où les erreurs sont automatiquement corrigées par le marché lui-même et ce, à la lumière du fameux cliché métaphorique de la main invisible d'Adam Smith. Au contraire, il s'agit d'une structure où plusieurs intervenants clés comme le politique et la justice ont des rôles prédominants sur le marché avec aucune garantie de correction invisible ou de bien servir la collectivité pour tous les temps. Et il suffit de nous rappeler ce qu'affirmait Keynes en 1936 dans *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, les décisions affectant l'avenir de l'homme, qu'elles soient personnelles ou politiques ou économiques, ne peuvent pas dépendre uniquement d'un calcul mathématique et que nos choix dits rationnels entre différentes alternatives du mieux retombent souvent pour des motifs de caprice ou de sentiment ou de chance faute d'être capable de mesurer l'espérance du bien de l'offre des choix.

Le marché économique a prouvé qu'il n'était pas parfait. Les abus, les manigances sont possibles, voire même récompensés. Ils favorisent certaines valeurs qui rivalisent et nuisent aux valeurs citoyennes et démocratiques. Les marchés ont tendance à externaliser et socialiser les coûts, alors que les bénéfices sont, pour la plupart, privatisés.

«Maniaco-dépressif[le marché], il est exubérant un jour, déprimé sans raison le lendemain! Il a des goûts douteux; il favorise les forts et les riches au détriment des faibles et des moins nantis; il fréquente les spéculateurs de tout acabit et flirte avec l'illicite; il souffre de mythomanie, se croyant toujours et en tout rationnel et efficient. »<sup>50</sup>

D'autre part, l'Histoire nous a aussi très bien démontré les dérives possibles d'une concentration excessive de pouvoirs économiques entre les mains de

---

<sup>50</sup>Y. Allaire et M. Firsirotu, *Plaidoyer pour un nouveau capitalisme*, p.5.

l'État. Les exemples historiques sont nombreux, tels l'U.R.S.S., les différents blocs soviétiques durant la Guerre froide, et plus récemment le Venezuela. Les conséquences d'une concentration excessive de pouvoirs entre les mains de l'État, voire d'un dictateur, sont nombreuses. Le manque d'arbitrage enrichit les groupes privilégiés, crée souvent du clientélisme, est la cause d'un gaspillage de ressources publiques, sans parler des rationnements, des files d'attentes et de la pénurie de différents biens. Ces exemples rejoignent parfaitement les craintes fondées de Hayek :

« Le planisme économique ne soulève pas la question de savoir si nous sommes capables de satisfaire à nos besoins plus ou moins importants de la façon dont nous l'entendons. Il s'agit plutôt de savoir qui doit décider ce qui est plus et ce qui est moins important pour nous. Serait-ce le dirigeant du plan? Le planisme économique n'affecte pas seulement nos besoins subsidiaires, ceux auxquels nous pensons en parlant avec dédain des choses exclusivement économiques. En fait, l'individu n'aurait plus la possibilité de décider par lui-même lesquels de ses besoins sont subsidiaires. L'autorité dirigeant toutes les activités économiques contrôlera non seulement les secteurs secondaires de notre existence : elle surveillera également l'attribution des moyens pour tout dessein que nous serions amenés à poursuivre. Celui qui contrôle tout l'activité économique contrôle en même temps tous les moyens de réalisation destinés à toutes les fins imaginables; c'est lui qui décidera, en dernière instance, lesquelles choisir ou écarter. C'est là le point crucial. Le contrôle économique n'est donc pas seulement un secteur isolé de la vie humaine, mais le contrôle des moyens susceptibles de servir à toutes les fins possibles. Quiconque a le contrôle exclusif de ces moyens est à même de décider quels sont les résultats qu'on doit rechercher, d'établir une hiérarchie de valeurs, en un mot, c'est lui qui déterminera quelles croyances et quelles ambitions sont admissibles. »<sup>51</sup>

En bref, un excès de pouvoirs aux mains du politique peut entraîner également une crise sociale profonde, voire un dérapage destructeur, nuisant à la stabilité et à la sécurité collective. Les versions radicalisées de l'économie ou du politique ne sont pas la ou les solutions à l'arbitrage ou à un certain retour vers un contrat social. L'arbitrage

---

<sup>51</sup>F.A. Hayek, *La Route de la servitude*, p.70.

devient alors un processus très complexe et celui-ci n'est pas sans entraîner un certain nombre de conflits entre les différents tenants de chacune des versions.

### La solution : la régulation du marché financier?

Nous avons observé comment le mouvement de financiarisation des principaux marchés tel que vu durant le second régime économique, a contribué à la crise de 2008. C'est pour plusieurs experts (p. ex. Roubini, Stiglitz, Rajan, etc.) et politiciens (p.ex. Sarkozy, Volker) ce qui doit changer dans le capitalisme actuel. Leur proposition est simple, l'économie doit retourner à un capitalisme de grande entreprise où la finance est re-cloisonnée par différentes régulations. En d'autres mots, L'État doit mettre en place des mesures qui auront pour conséquences de créer un mouvement de définanciarisation de l'économie afin de mieux aligner les intérêts privés aux intérêts collectifs et de limiter la prise de risques excessive. Ceux-ci s'inspirent de Keynes et des mesures adoptées durant la Grande Dépression comme la loi *Glass-Steagall* de 1933 qui encadrait tout le système financier, établissait une frontière entre les métiers de banque de dépôt et de banque d'investissement, assurait les dépôts bancaires et plafonnait les taux d'intérêt de ceux-ci. L'État doit par conséquent reprendre un rôle équilibré dans l'économie afin de promouvoir à la fois la créativité et les responsabilités individuelles et collectives. Cette crise a montré que la stabilité financière est un bien public global. Les diverses tensions financières qui ont mené à cette crise et qui dépassent le cadre étatique appellent ainsi, pour plusieurs analystes, à un nouveau système financier global. La nécessité de changer le système économique actuel exige

alors une coordination des mesures de stabilité et une régulation globale, car le re-cloisonnement de la finance suppose un cadre national et international.

Les idées de la gouvernance mondiale ne sont néanmoins pas si nouvelles et remontent bien avant la crise actuelle. La reconnaissance qu'un nombre de questions, comme l'économie, doivent être gérées à l'échelle internationale n'est pas non plus si nouveau. À cet égard, de nouveaux organismes afin de réguler l'économie globale ont été créés depuis les deux à trois dernières décennies : la création du Forum sur la stabilité financière et le Conseil économique et social des Nations Unies sont parmi les exemples. Et cela n'a toutefois pas empêché cette crise, car, comme nous l'avons illustré, ce sont les financiers à travers l'État et la société qui ont construit le dernier système international. Reconstruire une nouvelle architecture globale basée sur un plus grand nombre de régulateurs est un retour paradoxal vers des idées dominantes préconisées par Keynes durant le premier régime mondial. En effet, nous assistons présentement à une volonté intellectuelle de retourner aux principes keynésiens afin de répondre à cette crise. Ironiquement, Keynes, dans la préface de son œuvre magistrale, disait la chose suivante : « La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes. » Or, c'est effectivement ce que semble oublier certains experts. La crise économique actuelle n'est pas keynésienne, mais celle d'un libéralisme qui s'est financiarisé à un point tel qu'il a rompu avec la continuité.

Les propositions avancées par Stiglitz, Roubini ou Rajan ne s'inscrivent toutefois pas dans une logique de reconstruction du système international, mais de mesures qui amélioreraient les motivations des acteurs du marché à l'échelle internationale. En d'autres mots, ils mettent l'accent sur les incitations qui gouvernent les décisions des

agents. Ces mesures permettraient alors de réduire et de contenir la prise de risque inutile. Par conséquent, étendre le champ de la régulation et de la surveillance sur les comportements qui ont mené à la crise, comme ils le suggèrent, signifierait, selon la compréhension suggérée de cet essai, de réglementer tous les marchés, les produits et les acteurs privés étant donné le mouvement de financiarisation dans l'ensemble de l'économie. En somme, ce serait d'aller contre les principes fondamentaux de l'économie; un retour vers les dérives.

Ceci est en effet tout le paradoxe des approches symptomatiques ou microéconomiques développées jusqu'à présent. Les déclarations du Sommet sur les marchés financiers et l'économie lors du G20 à Washington en 2008 en fait toute la preuve :

«Nous serons guidés dans nos travaux par la conviction commune que les principes du marché, des économies ouvertes et des marchés financiers correctement réglementés favorisent le dynamisme, l'innovation et l'esprit d'entreprise qui sont indispensables à la croissance économique, à l'emploi et à la réduction de la pauvreté. [...] les acteurs des marchés ont cherché à obtenir des rendements plus élevés sans évaluer les risques de façon adéquate et sans faire preuve de la vigilance requise. Parallèlement, les donneurs ont affaibli les normes de souscription, les établissements financiers n'ont souvent pas mis en œuvre des pratiques saines en matière de gestion des risques, les produits financiers sont devenus de plus en plus complexes et opaques, rendant possible des effets de levier excessif. [...] Les décideurs, les régulateurs et les superviseurs n'ont pas réussi à évaluer les risques qui s'accumulaient sur les marchés financiers et à y répondre de manière adéquate, à suivre le rythme des innovations financières et à prendre en compte les ramifications systémiques des mesures de régulation nationales. »<sup>52</sup>

Cette déclaration reconnaît ainsi le rôle du marché dans cette crise, mais aussi le rôle de l'action publique. En d'autres mots, ce n'est pas uniquement une crise du capitalisme, mais une crise des rapports entre l'économie et le politique. Ce sont les fondements du capitalisme qui sont en crise. Or, la voie présentée par les experts

---

<sup>52</sup>Citation tirée des déclarations du Sommet sur les marchés financiers et l'économie au G20, Washington, 15 novembre 2008.

mentionnés ci-dessus met une trop grande emphase sur les problèmes microéconomiques liés aux comportements des acteurs du marché. Et du même coup, ils écartent une analyse profonde et macroéconomique des causes de la crise.

Pour les autres qui tentent une analyse macroéconomique en proposant d'élargir le rôle du FMI ou d'apporter des nouvelles réformes aux accords de Bâle, en d'autres mots des recommandations à une plus grande surveillance internationale du système financier et bancaire, ils oublient que le problème fondamental du cadre précédent découle de la financiarisation du politique. Ce sont pour la plupart des États démocratiques qui ont décidé, aux noms de nouvelles valeurs, de mettre en place un système dopé par la concurrence et le profit, permettant ainsi les dérives.

«The hyperglobalization agenda, with its focus on minimizing transaction costs in the international economy, clashes with democracy for the simple reason that it seeks not to improve the functioning of democracy but to accommodate commercial and financial interest seeking market access at low cost. »<sup>53</sup>

Si l'arbitrage entre le politique et l'économique n'est pas rééquilibré, le système international ne sera qu'une extension de la dynamique domestique de ces rapports telle qu'observée dans le deuxième régime économique. En somme, dans une perspective où, comme société, il nous faut éviter les dérives des extrêmes, nous devons alors trouver une solution globale permettant un équilibre entre les vertus du marché et les valeurs citoyennes.

---

<sup>53</sup>D. Rodrik, *The Globalization Paradox*, p.206.

## **Conclusion**

Nous ne pouvons qu'être favorables à l'objectif d'atteinte d'un contrat social entre le politique et l'économie. La bonne conduite du politique et de l'économie dans son ensemble, et plus particulièrement dans les garanties contre les risques symétriques du marché, favorise une certaine prudence face aux deux extrêmes. De plus, malgré la complexité et la délicatesse d'un tel équilibre, celui-ci permet une meilleure stabilité et paix sociale.

Nous avons démontré au fil des dernières décennies comment cet équilibre a évolué jusqu'à la crise actuelle. Au cours des années, une logique de balancier penchant plus du côté de l'économie a changé progressivement les forces du pouvoir et le visage même de l'économie moderne et de la société globale. Le développement du capitalisme néolibéral a contribué à une certaine désintégration du pouvoir public dans la société et à la financiarisation des marchés. Si bien que les responsabilités sociales des États se sont invariablement trouvées confrontées à l'individualisme, à la liberté négative ou à une certaine quête de rentes économiques. Ceci a eu un considérable impact sur les valeurs citoyennes et la vie démocratique.

Par ailleurs, la crise économique actuelle nous a permis de démontrer que le juste équilibre entre le politique et l'économie est plus que désiré. Au-delà d'une simple erreur du marché causée par les prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, les systèmes politiques doivent trouver une façon de s'ériger contre les dérives économiques. Il est incontournable d'affirmer que l'économie a eu un grand impact dans la situation actuelle, mais le manque de cohérence du politique et son manque de prudence face à la montée de l'individualisme économique est certainement parmi les facteurs en cause.

Au dernier lieu, nous avons démontré plus précisément les dérives de chacun des tenants idéologiques et comment celles-ci mènent à des dérapages. Paul Valéry résume très bien ce que nous avons argumenté dans cette section : « Si l'État est fort, il nous écrase; s'il est faible, nous périssons. »<sup>54</sup> En permettant de mettre l'emphase sur les dérives des deux variables, ceci nous a permis d'avoir un regard critique sur l'approche symptomatique des solutions proposées jusqu'à présent. De plus, le retour des idées de Keynes est certainement un courant fort dans l'économie actuel. Toutefois, malgré les succès de son postulat durant la Grande Dépression, le monde actuel a radicalement changé limitant probablement son application.

Nous espérons alors que la crise actuelle marque la fin de la présente phase économique où les désastres anticipés se sont matérialisés. La prise en compte de l'une des variables sans l'autre s'avère toujours erronée et incomplète. Toutefois, la quête d'un retour à un contrat entre le politique et l'économique ne semble que débiter. Et, comme nous avons déjà affirmé, l'arbitrage est un processus très complexe, car c'est la structure sociale et l'architecture politico-économique qui doit se transformer. Dans cette perspective, nous croyons alors qu'une des prémisses de base à un futur régime devra nécessairement porter sur l'indépendance nécessaire dans les rapports entre le politique et l'économique.

---

<sup>54</sup>P. Valéry, *La France veut la liberté*, p.24.

## Bibliographie

Allbritton, R., Robert J. et R. Westra, *Political Economy and Global Capitalism The 21<sup>st</sup> Century, Present and Future*, Anthem Press, New York, 2007.

Allaire, Y., et M. Firsirotu, *Plaidoyer pour un nouveau capitalisme*, Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, <http://www.cerium.ca/IMG/pdf/Plaidoyer.pdf>.

Allegret, J.-P., et P. Le Merrer, *Économie de la mondialisation*, Éditions de Boeck Université, 2007.

Allen, J.S., *A perspective of economy geography*, dans: *Economic Geography*, Routledge, New York and London, 2006.

Akerlof, G.A., et R.J. Shiller, *Animal Spirits*, Princeton University Press, 2009.

Bank for International Settlements, *Triennial Central Bank Survey of Foreign Exchange and Derivatives Market Activity in April 2010 - Preliminary global results – Turnover*, Septembre 2010, <http://www.bis.org/publ/rpfx10.htm>.

Bauer, P.T., *Market Order and State Planning*, Harvard University Press, 1984.

Beck, U., *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Éditions Flammarion, 2003.

Beinhocker, E., *The Origin of Wealth*, Random House, 2006.

Bessis, F., *Vers un changement de paradigme en économie?*, La Vie des idées, <http://www.laviedesidees.fr/Vers-un-changement-de-paradigme-en.html>, Avril 2010.

Boltanski, L., et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Aux Éditions Gallimard, 1999.

Boettke, P.J., et S.G. Medema, *The Role of Government in the History of Economic Thought*, Duke University Press, 2005.

Boettke, P.J., *The Collapse of Development Planning*, New York University Press, 1994.

Bremmer, I., *The End of Free Market*, Portfolio / Penguin, 2010.

Brender, A., et F. Pisani, *La crise de la finance globalisé*, Éditions La Découverte, 2009.

Buchanan, J.M., et G. Tullock, *The Calculus of Consent*, The University of Michigan Press, 1962.

Buchanan, J.M., Tollison R.D. et G. Tullock, *Toward a Theory of the Rent-Seeking Society*, Texas AM University Press, 1980.

Castells, M., *Sociologie de l'espace industriel*, Éditions Anthropos, 1975.

Calhoun, C., *Remaking America: Public Institutions and the Public Good*, <http://www.ssrc.org/calhoun/2009/02/02/remaking-america-public-institutions-and-the-public-good/>, Septembre 2009.

Clark, G.L., *Real regulation: the administrative state*, dans: *Economic Geography*, Routledge, Volume V, *Regulating the Economic Landscape*, New York and London, 2008.

Coeuré, B., *Le monde a-t-il encore besoin de la finance?*, Descartes & Cie., 2010.

Colmant, B., et C. Samson, *2008 L'Année du Krach*, De Boeck & Larcier, 2009.

Dardot, P., et C. Laval, *La nouvelle raison du monde*, Éditions La Découverte, 2009.

Déclarations du Sommet sur les marchés financiers et l'économie au G20, Washington, 15 novembre 2008, <http://www.g20.utoronto.ca/2008/2008declaration1115-fr.pdf>

Desmond, K., *America's Hidden Government*, *Foreign Affairs*; May/Jun 2012, Vol. 91, Issue 3, p.153-157.

Dockès, P., et J.-H. Lorenzi, *Fin de monde ou sortie de crise?*, Éditions Perrin, 2009.

Dorn, J.A., *Economic Development and Freedom: The Legacy of Peter Bauer*, *Cato Journal*, Vol. 22, No. 2, Automne 2002.

Duménil, G., et D. Lévy, *Crise et sortie de crise*, Presses Universitaires de France, 2000.

Fitoussi, J-P., *Capitalism, socialism and democracy, once again*, Institute for New Economic Thinking, Session 1, Bretton Woods: April 2011, [http://ineteconomics.org/sites/inet.civactions.net/files/BWpaper\\_FITOUSSI\\_040811.pdf](http://ineteconomics.org/sites/inet.civactions.net/files/BWpaper_FITOUSSI_040811.pdf).

Forbes, *Executive Pay, Big Paychecks*, [http://www.forbes.com/2007/05/03/ceo-executive-compensation-lead-07ceo-cx\\_sd\\_0503ceocompensationintro.html](http://www.forbes.com/2007/05/03/ceo-executive-compensation-lead-07ceo-cx_sd_0503ceocompensationintro.html), 5 Mai 2007.

Frieden, J.A., *Global Capitalism*, W.W. Norton & Company, 2006.

Friedman, T.L., *The Lexus and the Olive Tree*, Anchor Books, 2000.

- Friedman, T.L., *The World is Flat*, Farrar, Straus and Giroux, 2006.
- Frydman, R., et M.D. Golberg, *Life after Rational Expectations? Imperfect Knowledge, Behavioral Insights and the Social Context*, Institute for New Economic Thinking, First Plenary Conference, King: April 2010, [http://ineteconomics.org/sites/inet.civicaactions.net/files/INET%20C@K%20Paper%20Session%201%20Frydman%20and%20Goldberg\\_0.pdf](http://ineteconomics.org/sites/inet.civicaactions.net/files/INET%20C@K%20Paper%20Session%201%20Frydman%20and%20Goldberg_0.pdf).
- Greenspan A., *Le Temps des turbulences*, Éditions Jean-Claude Lattès, 2007.
- Griffith-John, S., Antonio Ocampo, J., et J.E. Stiglitz, *Time for a Visible Hand*, Oxford University Press, 2010.
- Groven, J.-M., *2013 l'Apocalypse économique*, Les Éditions de Paris, 2011.
- Hacker, J., *The Privatization of Risk and the Growing Economic Insecurity of Americans*, <http://privatizationofrisk.ssrc.org/Hacker/>, Juin 2007.
- Harvey, D., *The geopolitics of capitalism*, dans: *Economic Geography*, Routledge, Volume II, Rethinking uneven regional development in a globalizing world, New York and London, 2008.
- Hayek, F.A., *Individualism and Economic Order*, University of Chicago Press, 1948.
- Hayek, F.A., *La Route de la Servitude*, PUF, 2007.
- Hayek, F.A., *The Counter-Revolution of Science. Studies in the Abuse of Reason*, The Free Press, 1952.
- Hédoin, C., *Vers un changement de paradigme en économie?*, La vie des idées, [www.laviedesidees.fr](http://www.laviedesidees.fr), 6 avril 2010.
- Hirst, P. et G. Thompson, *Globalization and the future of the nation state*, dans: *Economic Geography*, Routledge, Volume V, Regulating the Economic Landscape, New York and London, 2008.
- Institute for Policy Studies and United for a Fair Economy, *Executive Excess 2006 Defense and Oil Executives Cash in on Conflict*, <http://www.ips-dc.org/getfile.php?id=155>, 30 Août 2006.
- Institute for Policy Studies and United for a Fair Economy, *Executive Excess 2007 The Staggering Social Cost of U.S. Business Leadership*, 29 Août 2007.
- Jessop, B., *Post-Fordism and the state*, dans: *Economic Geography*, Routledge, Volume V, Regulating the Economic Landscape, New York and London, 2008.

Janeway, W.H., *The First Global Crisis of Big-State Capitalism*, Institute for New Economic Thinking, Third Plenary Conference, Berlin: April 2012, <http://ineteconomics.org/sites/inet.civicaactions.net/files/INET%20Conference%202012%20-%20The%20First%20Global%20Crisis%20of%20Big-State%20Capitalism%20v6.pdf>.

Judt, T., *Ill Fares the Land*, The Penguin Press, 2010.

Keynes, J.M., *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Macmillan, 1973.

Kirzner, I.M., *Entrepreneurial Discovery and the Competitive Market Process: An Austrian Approach*, *Journal of Economic Literature*, Vol XXXV, Mars 1997, p.60-85.

Kirzner, I.M., *Competition and Entrepreneurship*, The University of Chicago Press, 1973.

Krugman P., *Where in the World is the New Economic Geography?*, dans: *The Oxford handbook of economy geography*, Oxford University Press, Oxford et New York, 2000.

Leithner, C., *Hayek's Road to Serfdom: Sixty Years Old and Still Relevant*, <http://www.quebecoislibre.org/04/040915-13.htm>, 14 novembre 2008.

Markusen A., *Economic Geography and political economy*, dans: *Economic Geography*, Routledge, New York and London, 2006.

Martin, R.L., et P.J. Sunley, *The transformation of economy geography*, dans: *Economic Geography*, Routledge, Volume I, The evolving project of economic geography, New York and London, 2008.

Martin, R.L., et P.J. Sunley, *Regulatory spaces and economic governance*, dans: *Economic Geography*, Routledge, Volume V, Regulating the Economic Landscape, New York and London, 2008.

McInnes, N., *The Road Not Taken: Hayek's Slippery Slope to Serfdom*, *The National Interest*, No. 51, Printemps 1998, pp. 56-66.

Michalet, C.-A., *Le Capitalisme mondial*, Presses Universitaires de France, 1998.

Monroe, K.R., *The economic Approach to Politics*, Harper Collins Publishers, 1991.

Nozick, R., *Anarchie, État et utopie*, Quadrige PUF, 2008.

Nutter, G.W., *Central Economic Planning: The Visible Hand*, American Enterprise Institute for Public Policy Research, Domestic Affairs Study, no 41, février 1976.

Rideau, F-R., *Redistribution et dissipation; la Loi de Bitur-Camember*, <http://www.quebecoislibre.org/04/040221-11.htm>, 12 décembre 2008.

Packer, G., *The Broken Contract*, Foreign Affairs: Nov/Dec 2011, Vol. 90, Issue 6, p.20-31.

Painter, J., *State and governance*, dans: Economic Geography, Routledge, Volume V, Regulating the Economic Landscape, New York and London, 2008.

OCDE, *An Overview of Growing Income: Inequalities in OECD Countries: Main Findings*, <http://www.oecd.org/els/socialpoliciesanddata/49499779.pdf>, 12 mars 2012.

OCDE, *Emploi et marché du travail: Tableaux-clés de l'OCDE*, [http://www.oecd-ilibrary.org/employment/taux-de-chomage\\_20752334-table1](http://www.oecd-ilibrary.org/employment/taux-de-chomage_20752334-table1), 12 mars 2012.

Orléan, A., *De l'euphorie à la panique: penser la crise financière*, Éditions Rue d'Ulm, 2009.

Orléan, A., *L'empire de la valeur*, Éditions du Seuil, 2011.

Peck, J., *Doing Regulation*, dans: The Oxford handbook of economy geography, Oxford University Press, Oxford et New York, 2000.

Plihon, D., *Le nouveau capitalisme*, Éditions La Découverte, 2003.

Quiggin J., *Zombie Economics*, Princeton University Press, 2010.

Raghuram, R., *The True Lessons of the Recession*, Foreign Affairs; May/Jun 2012, Vol. 91 Issue 3, p.69-79.

Raghuram, R., *Fault Lines*, Princeton University Press, 2010.

Reich, R., *Supercapitalisme*, Vuibert, 2008.

Reinert, E.S., *Economics and the Public Sphere: The Rise of Esoteric Knowledge, Refeudalization, Crisis and Renewal*, <http://publicsphere.ssrc.org/reinert-economics-and-the-public-sphere/>, Mai 2012.

Rodrik, D., *Has Globalization Gone Too Far?*, California Management Review: Spring 1997, Vol. 39, no3, p.29-53.

Rodrik, D., *Globalization Dilemmas & the Way Out*, The Indian Journal of Industrial Relations; Jan 2012, Vol. 47, p.393-404.

Rodrik, D., *The Globalization Paradox*, W.W. Norton & Company, 2011.

Rosen, S., et al., *Public Finance in Canada*, Second Canadian Edition, McGraw-Hill Ryerson, 2003.

Rothschild E., *Economic Sentiments : Adam Smith, Condorcet and the Enlightenment*, Cambridge, Harvard University Press, 2002.

Roubini, N., et S. Mihn, *Crisis Economics*, Penguin Books, 2011.

Saari, D.G., *Chaotic Elections! A mathematician Looks at Voting*, American Mathematical Society, 2000.

Samans, R., Uzan M. et A. Lopez-Claros, *The International Monetary System, the IMF and the G-20 : A Great Transformation in the Making?*, Palgrave Macmillan, 2007.

Self, P., *Government by the Market?*, Westview Press, 1993.

Shiller, R.J., *Irrational Exuberance*, Currency DoubleDay, 2005.

Skousen, M., *Dissent on Keynes a Critical Appraisal of Keynesian Economics*, Praeger, 1992.

Smith, A., *The Wealth of Nations*, New York Modern Library, 1937.

Soros, G., *George Soros's Speech*, Institute for New Economic Thinking, Opening Session Conference, Berlin: April 2012,  
<http://ineteconomics.org/sites/inet.civicaactions.net/files/Soros%20SpeechBerlin%20INET2012.pdf>

Sowell, T., *A Road to Hell Paved With Good Intentions*, Forbes, Vol. 153, No. 2, 17 Janvier 1994, p. 60-64.

Stiglitz, J.E., *La grande désillusion*, Éditions Fayard, 2003.

Stiglitz, J.E., *Quand le capitalisme perde la tête*, Éditions Fayard, 2003.

Stiglitz, J.E., *Un autre monde*, Éditions Fayard, 2007.

Straffing, P.D., *Topics in the Theory of Voting*, BirkHäuser, 1980.

Streeck, W., *Public Sociology as a Return to Political Economy*, Public Sphere Forum,  
<http://publicsphere.ssrc.org/streeck-public-sociology-as-a-return-to-political-economy/>,  
Septembre 2011.

U.S. News and World Report, *Is New Era Really Here?*, May 20, 1955.

Tanzi, V., *Government versus Markets: The Changing Economic Role of State*, Cambridge University Press, 2011.

Tanzi, V., *Rationalizing the Government Budget*, Economic Policy Reform: The Second Stage, University of Chicago Press, 2000, p.435-52.

Thoma, M., *New Forms of Communication and the Public Missions of Economics: Overcoming the Great Disconnect*, <http://publicsphere.ssrc.org/thoma-new-forms-of-communication-and-the-public-mission-of-economics/>, Novembre 2011.

Tullock, G., *On Voting*, MPG Books Ltd, 1998.

Tullock, G., *The Economics of Special Privilege and Rent Seeking*, Kluwer Academic Publishers, 1989.

Tures, J.A., *Economic Freedom and Conflict Reduction: Evidence from the 1970s, 1980s and 1990s*, Cato Journal, Vol. 22, No. 3, Hiver 2003.

Valéry, P., *La France veut la liberté*, Plon, 1938.

Vogl, J., *Paradigm Lost; Rethinking Economics and Politics*, Institute for New Economic Thinking, Third Plenary Conference, Berlin: April 2012, <http://ineteconomics.org/sites/inet.civactions.net/files/Vogl%20Paper.pdf>.

Vogl, J., *Which Way Forward?*, Institute for New Economic Thinking, Third Plenary Conference, Berlin: April 2012, <http://ineteconomics.org/conference/berlin/joseph-vogl-which-way-forward-46>.

Zhou, L., Bowles, T., et al., *Impact of Globalization on Income Distribution Inequality in 60 Countries*, Global Economy Journal; 2011, Vol. 11, Issue 1, p.1-16.

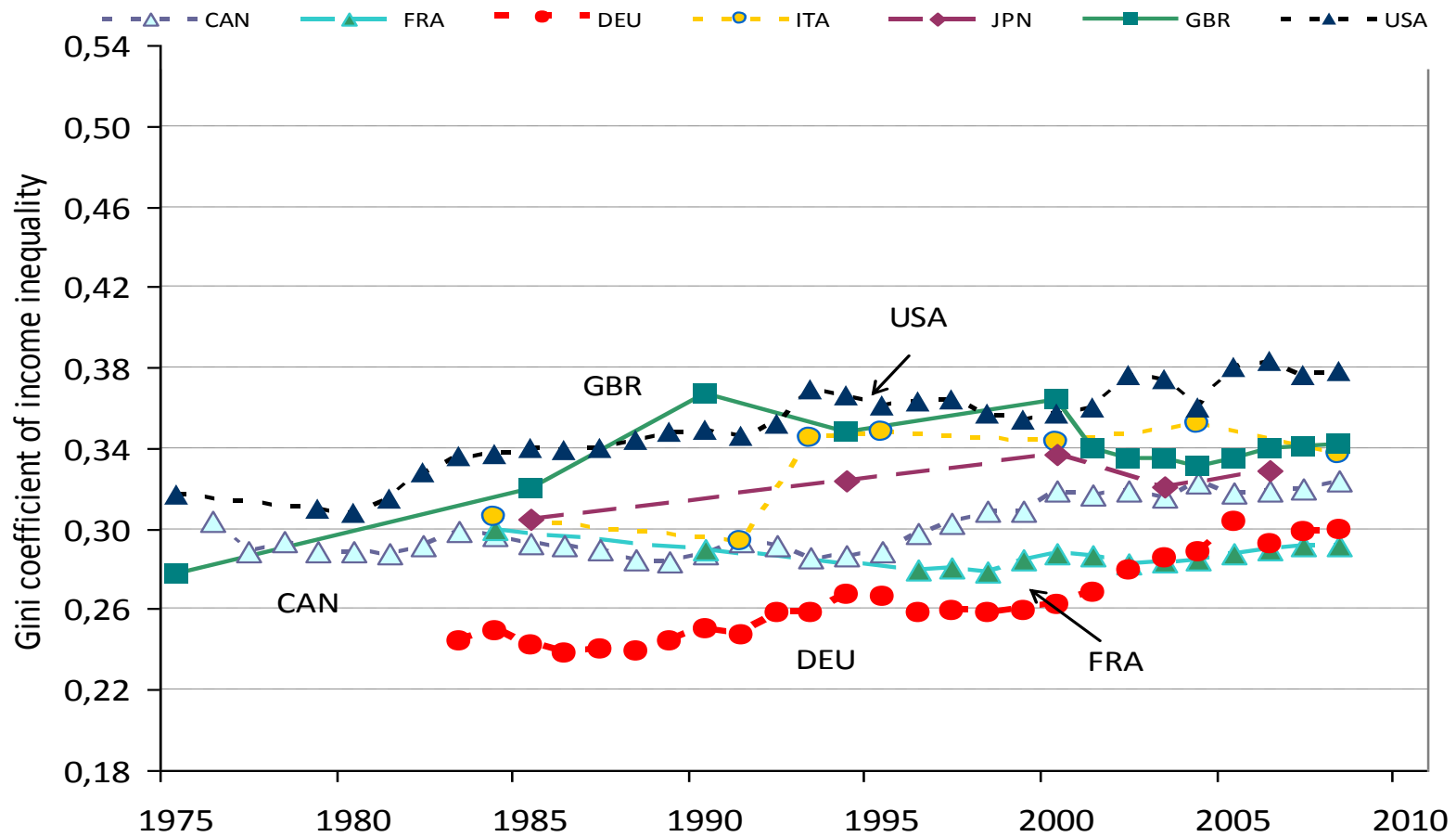
## ANNEXE A

## Growth of general government expenditures, 1870-2007 (percent of GDP)

	Late 19th century about 1870 <sup>a</sup>	Pre-WWI 1913	Post-WWI 1920	Pre-WWII 1937	Post-WWII					
					1960	1980	1990	1996	2002	2007
<i>General government for all years</i>										
Australia	18.3	16.5	19.3	14.8	21.2	34.1	34.9	35.9	35.6	34.9
Austria	10.5	17.0	14.7 <sup>b</sup>	20.6	35.7	48.1	38.6	51.6	51.3	48.0
Canada	—		16.7	25.0	28.6	38.8	46.0	44.7	41.4	39.3
France <sup>c</sup>	12.6	17.0	27.6	29.0	34.6	46.1	49.8	55.0	53.6	52.6
Germany	10.0	14.8	25.0	34.1	32.4	47.9	45.1	49.1	48.5	43.9
Italy	13.7	17.1	30.1	31.1	30.1	42.1	53.4	52.7	48.0	48.5
Ireland <sup>d</sup>	—		18.8	25.5	28.0	48.9	41.2	42.0	33.5	36.4
Japan	8.8	8.3	14.8	25.4	17.5	32.0	31.3	35.9	39.8	36.0
New Zealand <sup>b</sup>	—		24.6	25.3	26.9	38.1	41.3	34.7	41.6	39.9
Norway	5.9	0.3	16.0	11.8	29.9	43.8	54.9	49.2	47.5	40.9
Sweden	5.7 <sup>b</sup>	10.4	10.9	16.5	31.0	60.1	59.1	64.2	58.3	52.6
Switzerland	16.5	14.0	17.0	24.1	17.2	32.8	33.5	39.4	34.3	35.4
United Kingdom	9.4	12.7	26.2	30.0	32.2	43.0	39.9	43.0	41.1	44.6
United States	7.3	7.5	12.1	19.7	27.0	31.4	32.8	32.4	34.1	36.6
Average	10.8	13.1	19.6	23.8	28.0	41.9	43.0	45.0	43.5	42.0
<i>Central government for 1870-1937, general government thereafter</i>										
Belgium	—	13.8	22.1	21.8	30.3	57.8	54.3	52.9	50.5	48.8
Netherlands	9.1	9.0	13.5	19.0	33.7	55.8	54.1	49.3	47.5	45.9
Spain	—	11.0	8.3	13.2	18.8	32.2	42.0	43.7	39.9	38.7
Average	9.1	11.3	14.6	18.0	27.6	48.6	50.1	48.6	46.0	44.5
Total average	10.7	12.7	18.7	22.8	27.9	43.1	44.8	45.6	43.9	42.4
<sup>a</sup> Or closest year available for all colums. Pre-World War II data are sometimes on the basis of GNP or NNP instead of GDP.										
<sup>b</sup> Central government data for this yeat, New Zealand: 1960-70, and 1994-95 = 1996.										
<sup>c</sup> 1996 and 2002 data: calculations are based on the Maastricht definition, and are smaller that those published by the INSEE, the national statistical agency.										
<sup>d</sup> 1995 instead of 1996, because of break in calculation.										

Source : V. Tanzi, 2011. Mise à jour à partir des données de l'OCDE.

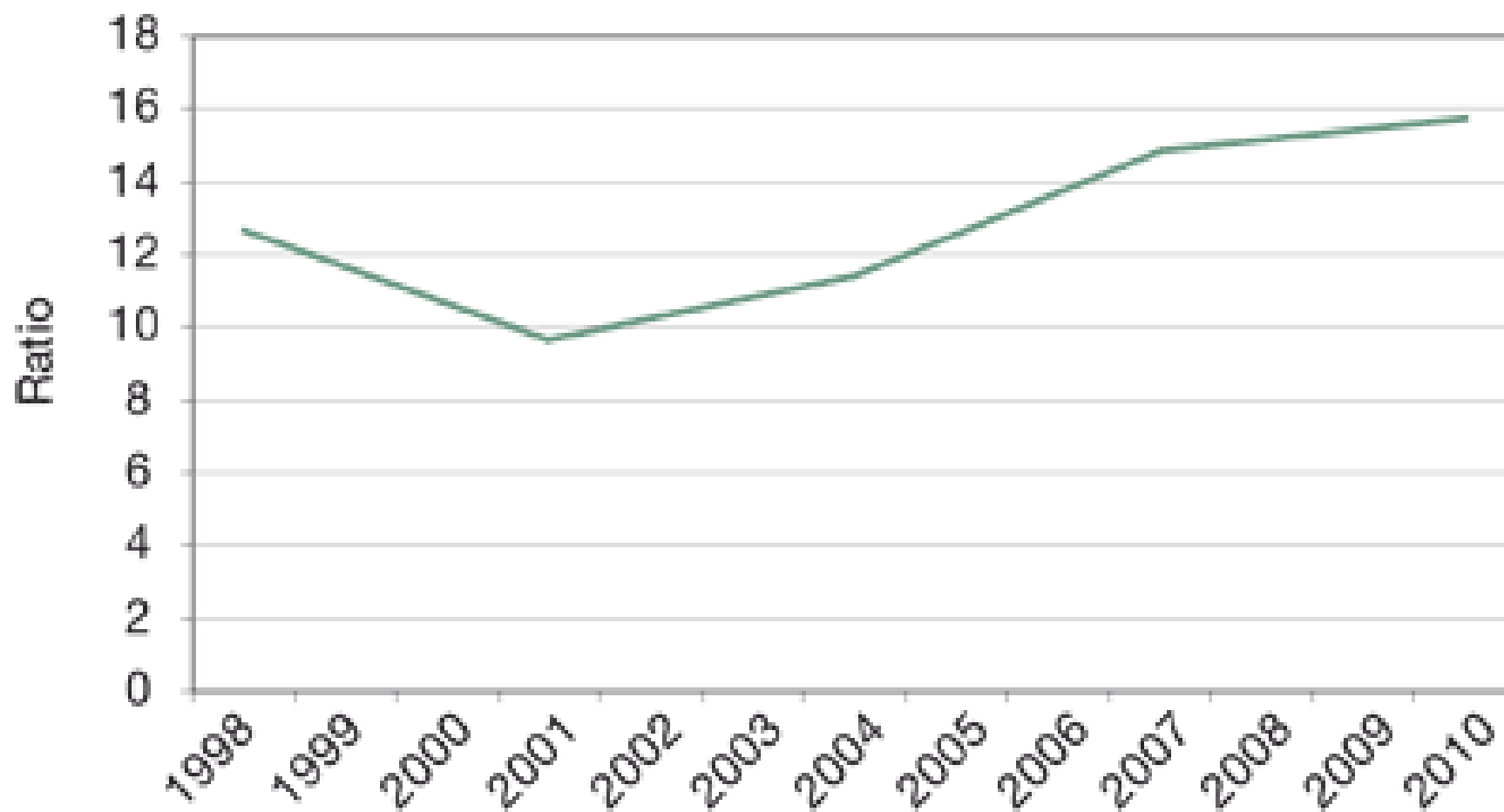
Panel A. OECD G7 countries



<sup>55</sup>Source: OCDE, *An Overview of Growing Income: Inequality in OECD Countries: Main Findings*.

## ANNEXE C

### Ratio of Foreign Exchange Transactions/World GDP<sup>56</sup>



<sup>56</sup> Source: Bank for International Settlements, <http://www.intereconomics.eu/archiv/jahr/2012/2/809/#abb1>, 4 septembre 2012

ANNEXE D

